

COMPTE RENDU DEFINITIF DE LA CENT CINQUANTIEME SEANCE  
tenue au Palais des Nations, à Genève,  
le mardi 2 février 1982, à 10 h 30 et à 15 heures

Président : M. Mohammad Jafar MAHALLATI (Iran)

## PRESENTS A LA TABLE DU COMITE

<u>Algérie</u>	:	M. A. SALAH-BEY M. M. MATI
<u>Allemagne, République fédérale d'</u>	:	M. H. WEGENER M. N. KLINGLER M. W.E. von der HAGEN M. W. ROHR
<u>Argentine</u>	:	M. V. BEAUGE Mlle N. NASCIBENE
<u>Australie</u>	:	M. D.M. SADLEIR M. T. FINDLAY
<u>Belgique</u>	:	M. A. ONKELINX M. J.M. NOIRFALISSE Mlle R. de CLERCQ
<u>Birmanie</u>	:	U MAUNG MAUNG GYI U THAN TUN
<u>Brésil</u>	:	M. C.A. de SOUZA e SILVA M. S. de QUEIROZ DUARTE
<u>Bulgarie</u>	:	M. K. TELLALOV M. I. SOTIROV M. K. PRAMOV M. P. POPTCHEV
<u>Canada</u>	:	M. G. SKINNER
<u>Chine</u>	:	M. T. JIN M. Y. MINGLIANG M. F. ZHENYAO M. H. XIAODI
<u>Cuba</u>	:	M. L. SOLA VILA M. P. NUNEZ MOSQUERA
<u>Egypte</u>	:	M. El S.A.R. EL REEDY M. I.A. HASSAN M. M.N. FAHMY Mlle W. BASSIM

## PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>Etats-Unis d'Amérique</u>	:	M. L.G. FIELDS M. M. BUSBY Mlle K. CRITTENBERGER M. J. LEONARD M. J. MISKEL M. R.F. SCOTT Mlle L.M. SHEA M. J. GUNDERSEN
<u>Ethiopie</u>	:	M. T. TERREFE M. F. YOHANNES
<u>France</u>	:	M. F. de La GORCE M. J. de BEAUSSE M. B. d'ABOVILLE M. M. COUTHURES
<u>Hongrie</u>	:	M. I. KOMIVES M. F. GAJDA M. C. GYORFFY
<u>Inde</u>	:	M. A.P. VENKATESWARAN M. S. SARAN
<u>Indonésie</u>	:	M. N. SUTRESNA M. E. SOEPRAPTO M. HARYOMATARAM
<u>Iran</u>	:	M. M.J. MAHALLATI M. M. NOSRATI M. S. MOHAMMADI
<u>Italie</u>	:	M. M. ALESSI M. B. CABRAS M. C.M. OLIVA M. E. di GIOVANNI
<u>Japon</u>	:	M. Y. OKAWA M. M. TAKAHASHI M. K. TANAKA M. T. ARAI
<u>Kenya</u>	:	M. J. MURIU
<u>Maroc</u>	:	M. M. HALFAOUI
<u>Mexique</u>	:	M. A. GARCIA ROBLES Mme Z. GONZALEZ y REYNERO
<u>Mongolie</u>	:	M. D. ERDEMBILEG M. S.O. BOLD

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

<u>Nigéria</u>	:	M. G.O. IJEWERE M. W.O. AKINSANYA M. T. AGUIYI-IRONSI
<u>Pakistan</u>	:	M. M. AHMAD M. M. AKRAM M. T. ALTAF
<u>Pays-Bas</u>	:	M. R.H. FEIN M. H. WAGENMAKERS
<u>Pérou</u>	:	M. F. VALDIVIESO M. J. BENAVIDES
<u>Pologne</u>	:	M. B. SUJKA M. G. RUSSIN M. T. STROJWAS
<u>République démocratique allemande</u>	:	M. G. HERDER M. H. THIELICKE
<u>Roumanie</u>	:	M. M. MALITA M. T. MELESCANU
<u>Royaume-Uni</u>	:	M. D. SUMMERHAYES M. L.J. MIDDLETON Mme J.I. LINK Mlle J.E.F. WRIGHT
<u>Sri Lanka</u>	:	M. T. JAYAKODDY
<u>Suède</u>	:	Mme I. THORSSON M. C. LIDGARD M. C.M. HYLTEINIUS M. H. BERGLUND M. G. ANDERSSON M. S. THEOLIN M. J. PRAWITZ
<u>Tchécoslovaquie</u>	:	M. J. STRUCKA M. E. ZAPOTOCKY M. A. CIMA

PRESENTS A LA TABLE DU COMITE (suite)

Union des Républiques socialistes  
soviétiques :

M. V.L. ISSRAELIAN  
M. B.P. PROKOFIEV  
M. Y.K. NAZARKINE  
M. L.A. NAOUTOV  
M. V.M. GANJA  
M. V.V. LOCHTCHININE  
M. Y.V. KOSTENKO  
M. B.T. SOURIKOV  
M. M.M. IPOLITOV  
M. S.B. BATSANOV  
M. G.V. BERDENNIKOV  
M. V.A. EVDOKOUCHINE  
M. V.A. KROKHA

Venezuela :

M. R.R. NAVARRO  
M. O.A. AGUILAR

Yougoslavie :

M. M. VRHUNEC  
M. M. MIHAJLOVIC

Zaire :

Mme C. ESAKI EKANGA KABEYA

Secrétaire du Comité du désarmement et  
Représentant personnel du  
Secrétaire général :

M. R. JAIPAL

Secrétaire-adjoint du Comité du  
désarmement :

M. V. BERASATEGUI

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) :

Au nom de Dieu, le Clément, le Miséricordieux,

Je déclare ouverte la session de 1982 du Comité du désarmement et sa cent cinquantième séance.

L'ordre alphabétique anglais a amené la République islamique d'Iran à occuper la présidence du Comité durant le mois de février, et ce privilège m'est échu en tant que représentant de ce pays. Avec l'aide de Dieu, je ferai de mon mieux pour remplir les devoirs et assumer les responsabilités du Président, conformément à notre règlement intérieur et avec l'assistance de notre distingué secrétaire, l'Ambassadeur Jaipal, dont les conseils ont été des plus précieux. Il va sans dire que je cherche la coopération de tous les membres, car je suis tout à fait nouveau dans cette tâche. Mais j'espère que la sincérité morale et spirituelle dont notre Révolution islamique m'a armé pourra couvrir toute lacune de mon expérience officielle en tant que diplomate, car je crois que la cause du désarmement a besoin de fortes doses de préoccupation morale quant à l'avenir de l'humanité si celle-ci doit survivre.

Pour commencer, je voudrais remercier l'Ambassadeur Anwar Sani, d'Indonésie, de sa remarquable contribution aux travaux du Comité pendant sa présidence. Son habileté et son expérience diplomatique ont guidé le Comité au travers de débats difficiles et nous ont été, à tous, particulièrement utiles durant les préparatifs qui ont conduit à la présente session.

En ma qualité de Président du Comité, j'aimerais souhaiter la bienvenue aux nouveaux représentants qui se joignent à nous pour la première fois en tant que chefs de leurs délégations respectives. Je me permettrai aussi de me féliciter de la présence, une fois de plus parmi nous, de Mme Inga Thorsson, chef de la délégation suédoise, qui prendra aujourd'hui la parole devant le Comité.

Je désire aussi relever parmi nous la présence du Secrétaire général adjoint aux affaires politiques et aux affaires du Conseil de sécurité des Nations Unies, M. Oustinov, ainsi que celle du sous-secrétaire général du Centre pour le désarmement, M. Martenson.

Nous commençons nos travaux de cette année à une époque où les vents paraissent être contraires au navire du désarmement et où l'équipage devra donc travailler avec une énergie accrue pour garder le navire sur le bon cap et l'empêcher de dériver sur les courants de la course aux armements. Les armes diaboliques de destruction massive que des hommes immoraux et à l'esprit mauvais ont inventées devraient nous obliger à nous arrêter et à songer à la façon dont nous pouvons, collectivement, empêcher une catastrophe mondiale. En effet, nous ne saurions vivre en tant qu'êtres humains rationnels sous l'ombre grandissante d'un holocauste nucléaire.

Je viens d'une région dans laquelle mon pays se défend contre une agression non provoquée et persistante. Nous avons une expérience personnelle des terribles ravages de la guerre et des sacrifices héroïques accomplis par la fine fleur de notre jeunesse révolutionnaire. Nos souffrances ont doublé notre foi en la noble cause du désarmement, de même que l'échec total des objectifs politiques et stratégiques de l'agression perpétrée contre nous a prouvé la totale futilité de la guerre. Nous considérons donc qu'il est de notre devoir de lutter pour la création d'un mécanisme international qui pourrait être mobilisé contre les potentialités destructives de la

(Le Président)

course aux armements. Le genre humain n'a pas été créé pour qu'il puisse se détruire lui-même. L'humanité est appelée à une plus haute destinée, mais celle-ci ne pourra se réaliser, que si tous les Etats nationaux, et en particulier ceux qui ont la plus grande capacité de mener une guerre, renoncent à la guerre et à ses instruments. Cela exige certainement que l'homme redécouvre les origines de l'essence de sa "raison d'être".

Il ne s'agit plus en l'occurrence d'un rêve de philosophes; c'est devenu l'impératif politique pour la survie de l'homme. J'espère que, dans nos pensées et nos actes, nous serons guidés par les préoccupations et les intérêts de l'humanité, et par la foi en le désarmement.

Je donne maintenant la parole au Représentant personnel du Secrétaire général et secrétaire du Comité, M. l'Ambassadeur Rikhi Jaipal, qui donnera lecture du message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies.

M. JAIPAL (Représentant personnel du Secrétaire général et Secrétaire du Comité du désarmement) (traduit de l'anglais) : Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies au Comité du désarmement adresse le message suivant, dont je vais donner lecture :

"C'est avec une profonde inquiétude et un sentiment aigu de mes responsabilités que je saisis cette première occasion pour adresser un message au Comité du désarmement. Comme je n'ai pris que récemment mes fonctions, je veux en profiter pour vous assurer de mon dévouement sincère et résolu à la cause du désarmement et vous promettre que j'appuierai personnellement et vigoureusement vos entreprises. Il y a 50 ans aujourd'hui, la Société des Nations réunissait ici, à Genève, la première conférence internationale sur le désarmement. Deux idées fondamentales furent énoncées dès l'ouverture de cette conférence : premièrement, la paix armée n'est pas une garantie contre la guerre, et deuxièmement, la course aux armements étant elle-même une source de craintes et de suspicions mutuelles, paralyse la volonté de paix.

Alors que le Comité commence aujourd'hui sa session de 1982, dans le contexte d'une préoccupation générale de l'opinion publique devant les dangers mortels de la course aux armements, ces deux idées restent aussi pertinentes qu'elles l'étaient il y a un demi-siècle, mais le danger que court l'humanité a augmenté dans des proportions immenses. La course aux armements a accumulé des armes d'un pouvoir de destruction incroyable, et l'existence des armes nucléaires a donné une urgence particulière aux efforts de désarmement.

Il faut dire, car c'est la simple vérité, que le niveau actuel des arsenaux n'a plus aucun rapport avec les besoins rationnels de légitime défense. Ces arsenaux sont maintenant si gigantesques que s'ils devaient un jour être utilisés, ils menaceraient l'avenir de l'espèce humaine. Il est vrai aussi que l'accumulation sans cesse croissante d'armements cause une fuite énorme de ressources désespérément nécessaires pour réduire la pauvreté qui accable la plus grande partie de la population mondiale. L'ordre de grandeur des sommes qu'il faudrait pour satisfaire les besoins essentiels de la race humaine tout entière pendant un an est, selon les estimations, inférieur à ce que coûte la course aux armements pendant un mois.

Au coeur du problème de la prévention de la guerre, on trouve la question du désarmement, qui résiste obstinément aux efforts de divers organes, y compris du Comité du désarmement. Un climat international favorable est, bien sûr,

(M. Jaipal, Représentant personnel du Secrétaire général et  
Secrétaire du Comité du désarmement)

hautement désirable pour le succès des négociations sur le désarmement. L'établissement d'une confiance mutuelle, la correction d'idées fausses concernant la capacité militaire et les intentions de l'autre, le règlement pacifique des différends, l'adoption de mesures de vérification, la promotion de la sécurité mutuelle par le respect de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale des autres Etats - et même la réduction des disparités économiques entre le Nord et le Sud - tout cela est aussi important que les aspects techniques du désarmement.

Le monde ne peut se permettre d'attendre l'éclosion de conditions idéales pour prendre des mesures de désarmement. Le désarmement ne peut se réaliser par l'affrontement et la condamnation. Le bénéfice à court terme que procure un avantage militaire est invariablement neutralisé par les méfaits à long terme de la course aux armements qu'il provoque. Nous devrions reconnaître avant qu'il ne soit trop tard que l'aspect le plus fondamental de tous les peuples et de toutes les nations est l'humanité qu'ils partagent, et par conséquent, la responsabilité qu'ils partagent aussi de préserver le monde de la guerre.

Cette session du Comité du désarmement a lieu à un moment où les relations internationales sont mises à rude épreuve. L'entente entre l'Est et l'Ouest édifiée avec tant de peine pendant dix ans, et si cruciale pour une paix stable, s'est érodée. Nous avons été l'an passé les témoins d'une accélération majeure de l'augmentation des dépenses militaires dans le monde.

Dans l'état actuel des affaires internationales, il est absolument indispensable de faire des progrès crédibles et substantiels vers la limitation des armements et le désarmement. L'Organisation des Nations Unies se prépare à insuffler une nouvelle vie aux efforts de désarmement et à rétablir le dynamisme du progrès dans ce domaine lors de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale qui doit s'ouvrir bientôt. Il ne fait pas de doute qu'un tel effort est d'une nécessité vitale si nous voulons arrêter la course aux armements et enrayer la glissade vers l'affrontement. La session extraordinaire sera suivie de près par un public mondial grandissant qui s'alarme de plus en plus devant les risques d'holocauste nucléaire. Dans cette entreprise, le Comité du désarmement a un rôle crucial. Le programme global de désarmement qu'il s'occupe à formuler suscite partout l'intérêt. L'importance d'un tel programme pour déclencher un processus planifié et progressif de désarmement par étapes fait que sa présentation donnerait à l'Assemblée générale, lors de sa session extraordinaire, une base solide et encourageante pour ses efforts.

Une autre question importante est celle de la conclusion, attendu depuis longtemps, d'un traité d'interdiction complète des essais. La conclusion d'un tel traité donnerait une forte impulsion à de nouveaux progrès vers la limitation et, ultérieurement, l'élimination des armements nucléaires. Elle serait aussi grandement de nature à renforcer le régime de non-prolifération.

Des efforts renouvelés et soutenus de la part du Comité du désarmement, et en particulier des puissances nucléaires, pour faire des progrès sur le fond de la question complexe du désarmement nucléaire sont aussi de la plus haute importance. Il est clair que certains Etats ont là une plus grande part de responsabilité que d'autres, et j'espère que des propositions et suggestions pratiques seront faites en réponse à la résolution adoptée récemment par l'Assemblée générale sur la prévention de la guerre nucléaire.



(M. Jaipal, Représentant personnel du Secrétaire général et Secrétaire du Comité du désarmement)

Tandis que l'atmosphère internationale reste pour le moment assombrie, la reprise des négociations bilatérales entre l'Union des Républiques socialistes soviétiques et les Etats-Unis d'Amérique sur les missiles de portée intermédiaire représente un pas en avant. J'espère que les négociations reprendront bientôt aussi sur la réduction des armements stratégiques. Des progrès sur ces questions sont d'une importance vitale pour la communauté mondiale tout entière. Ils auraient aussi un effet favorable sur les travaux du Comité du désarmement et contribueraient grandement au succès de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.

Je souhaite au Comité tout le succès possible dans sa tâche."

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie M. l'Ambassadeur Jaipal et lui demanderai de bien vouloir transmettre au Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies nos remerciements pour son important message.

A cet égard, je me permettrai aussi d'appeler l'attention des délégations sur le document CD/231, intitulé "Lettre datée du 1er février 1982, adressée au Président du Comité du désarmement par le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, transmettant les résolutions relatives au désarmement adoptées par l'Assemblée générale à sa trente-sixième session".

C'est avec un profond regret que j'annonce le décès de Son Excellence M. l'Ambassadeur Vittorio Cordero di Montezemolo, survenu le lundi 1er février.

Depuis juillet 1979, M. l'Ambassadeur Montezemolo était le Représentant permanent de l'Italie auprès de l'Office européen des Nations Unies et des autres organisations internationales à Genève. Il a été le Représentant permanent de l'Italie au Comité du désarmement jusqu'à sa session de 1981. En mon nom et en celui des membres du Comité, je désire exprimer mes sincères condoléances à la délégation italienne.

Sur ma liste d'orateurs pour la séance d'aujourd'hui figurent les représentants du Mexique, des Pays-Bas, de la Suède, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, de la Belgique, de la Tchécoslovaquie et de la France.

Je donne à présent la parole au premier orateur inscrit sur ma liste, le distingué représentant du Mexique, M. l'Ambassadeur García Robles.

M. GARCIA ROBLES (Mexique) (traduit de l'espagnol) : Je vous remercie, Monsieur le Président. C'est la seconde fois dans l'histoire du Comité du désarmement qu'il appartient à un pays membre du Groupe dit des 21, dont mon pays fait partie, en l'occurrence l'Iran, de présider la séance d'ouverture de la session annuelle de cet organe unique de négociation multilatérale sur le désarmement. Qu'il me soit donc permis, Monsieur le Président, de vous présenter les sincères félicitations de ma délégation et de vous offrir notre pleine collaboration dans l'accomplissement de vos importantes fonctions. Je voudrais également souligner une fois de plus combien nous avons apprécié la distinction et l'efficacité avec lesquelles votre prédécesseur immédiat, le distingué représentant de l'Indonésie, M. l'Ambassadeur Sani, a su diriger les travaux du Comité pendant le dernier mois de sa session de 1981. Ma délégation s'associe aux souhaits cordiaux de bienvenue que vous avez formulés au début de notre séance, ainsi qu'aux condoléances que vous venez d'exprimer à l'occasion du décès de l'Ambassadeur Montezemolo.

(M. García Robles, Mexique)

Puisque la tradition veut, Monsieur le Président, que ce soit la délégation mexicaine qui ait l'honneur d'ouvrir le débat général au Comité du désarmement, je voudrais commencer par mentionner une des résolutions de la trente-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies : la résolution 36/83, que l'Assemblée a adoptée par 138 voix contre zéro au mois de décembre dernier. Dans cette résolution, cet organe - le plus représentatif de la communauté internationale - après avoir rappelé avec satisfaction que le Royaume-Uni et les Pays-Bas sont devenus parties, en 1969 et 1971 respectivement, au Protocole additionnel I au Traité visant l'interdiction des armes nucléaires en Amérique latine, généralement connu sous le nom de "Traité de Tlatelolco", note également avec satisfaction que les Etats-Unis sont devenus parties au Protocole le 23 novembre 1981, date à laquelle ils ont déposé leur instrument de ratification; la seule ratification pendante est ainsi celle de la France, puisque ledit Protocole n'est ouvert qu'aux quatre Etats qui sont "internationalement responsables" de territoires situés dans les limites de la zone géographique établie par le Traité.

Le choix que j'ai fait de cette résolution est motivé par deux raisons : la première, aisément compréhensible à mon avis, tient à ce que le Gouvernement du Mexique a, comme on le sait, l'honneur d'être le dépositaire du Traité de Tlatelolco, par lequel a été créée la seule zone exemptée d'armes nucléaires couvrant des territoires à forte densité de population qu'il a été possible d'établir jusqu'à présent; la seconde est que cette mesure, si modeste qu'elle soit, est la seule mesure concrète de désarmement qui ait été réalisée depuis que le Comité a terminé sa session de 1981, le vendredi 21 août.

Parmi les autres résolutions très nombreuses que l'Assemblée a adoptées sur le désarmement sur la base des projets qui lui ont été transmis par la Première Commission, la priorité doit sans nul doute revenir à la résolution 36/97 I, consacrée aux "négociations sur la limitation des armes stratégiques", à propos de laquelle il me semble opportun de rappeler, d'une part, qu'elle a été adoptée par consensus et, d'autre part, que dans le préambule de cette résolution;

1) l'Assemblée réaffirme à nouveau sa résolution 33/91 C du 16 décembre 1978, dans laquelle elle a, notamment :

"a) Exprimé à nouveau sa satisfaction des déclarations solennelles faites en 1977 par les chefs d'Etat des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, par lesquelles ils ont dit être prêts à s'efforcer de parvenir à des accords qui permettraient de commencer de réduire progressivement les stocks existants d'armes nucléaires et de s'acheminer vers leur destruction complète et totale afin de libérer vraiment le monde de l'arme nucléaire,

b) Rappelé que l'une des mesures de désarmement hautement prioritaires figurant dans le Programme d'action énoncé à la section III du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale était la conclusion de l'accord bilatéral connu sous le nom de SALT II, qui devait être suivi rapidement par de nouvelles négociations entre les deux parties sur la limitation des armes stratégiques, conduisant à d'importantes réductions concertées et à des limitations qualitatives des armes stratégiques,

c) Souligné que, dans le Programme d'action, il a été établi que, s'agissant d'atteindre les objectifs du désarmement nucléaire, tous les Etats dotés d'armes nucléaires, en particulier ceux d'entre eux qui possédaient les arsenaux nucléaires les plus importants, avaient une responsabilité spéciale à cet égard."

(M. García Robles, Mexique)

2) la résolution 36/97 I, adoptée en décembre dernier, ne se contente pas de réaffirmer ce dont je viens de donner lecture, si important que ce soit. Elle va plus loin. Elle réaffirme également que :

"comme elle l'a indiqué dans sa résolution 34/87 F du 11 décembre 1979, elle partage la conviction que les Etats-Unis d'Amérique et l'Union des Républiques socialistes soviétiques ont exprimée dans la Déclaration commune sur les principes et les grandes orientations des négociations subséquentes sur la limitation des armes stratégiques, à l'effet que la conclusion à bref délai d'un accord sur une nouvelle limitation et une nouvelle réduction des armes stratégiques contribuerait à renforcer la paix et la sécurité internationales et à réduire le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire."

3) Mais la résolution de décembre dernier a encore une portée plus étendue. Elle rappelle que :

"lors de sa première session extraordinaire consacrée au désarmement elle a proclamé que les arsenaux existants d'armes nucléaires étaient à eux seuls plus que suffisants pour détruire toute vie sur la Terre, que la multiplication des armements, en particulier des armements nucléaires, loin de contribuer à renforcer la sécurité internationale, l'affaiblissait et que l'existence d'armes nucléaires et la poursuite de la course aux armements faisaient peser une menace sur la survie même de l'humanité, raisons pour lesquelles l'Assemblée générale a déclaré que les peuples du monde entier avaient un intérêt vital dans le domaine du désarmement."

Dans le dispositif de cette résolution - celle de décembre dernier qui, je tiens à le souligner, une fois de plus, a été adoptée par consensus, ce qui implique le plein assentiment des deux superpuissances nucléaires, l'Assemblée, entre autres choses :

"1) Demande instamment que le processus engagé par le Traité SALT I et par la signature du Traité SALT II se poursuive et soit renforcé;

2) Demande instamment aux Etats-Unis d'Amérique et à l'Union des Républiques socialistes soviétiques ... de poursuivre les négociations, conformément au principe de l'égalité et de la sécurité égale, en tenant compte de la réalisation d'un accord prévoyant des réductions substantielles et des limitations qualitatives sensibles des armes stratégiques;

3) Se félicite de l'ouverture de négociations sur les armes nucléaires à Genève, le 30 novembre 1981, entre les représentants des Etats-Unis d'Amérique et de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, conformément au communiqué commun publié le 23 septembre 1981 par le Secrétaire d'Etat, M. Haig, et le Ministre des affaires étrangères, M. Gromyko, et est convaincue que ces négociations faciliteront le renforcement de la stabilité et de la sécurité internationale;

4) Invite les [deux] gouvernements à tenir l'Assemblée générale dûment informée des résultats de leurs négociations, conformément aux dispositions des paragraphes 27 et 114 du Document final de la dixième session extraordinaire de l'Assemblée générale;

5) Souligne que les deux parties doivent avoir constamment présent à l'esprit le fait que non seulement leurs intérêts nationaux mais aussi les intérêts vitaux de tous les peuples du monde sont en jeu dans cette question".

(M. García Robles, Mexique)

Nous devons avouer que nous avons été profondément déçus de voir que malgré les modifications importantes que la délégation mexicaine et les deux autres Etats coauteurs sont convenus d'apporter au projet de résolution initial soumis à la Première Commission de l'Assemblée sous la cote A/C.1/36/L.42 en vue de le rendre acceptable aux Etats-Unis et à l'Union soviétique et de faire en sorte qu'il soit adopté par consensus, certaines délégations soutiennent qu'il faudrait "subordonner", "lier" ou "coupler" - suivant la traduction que l'on donne du terme anglais "linkage" ou "linking" - à d'autres événements de la vie internationale les négociations sur les armes nucléaires de portée intermédiaire qui sont en cours dans cette ville, ainsi que les négociations sur les armes nucléaires stratégiques (que l'on continue de désigner sous le sigle SALT ou qu'elles soient rebaptisées START), qui, compte tenu des dispositions de la résolution que je viens de citer, devraient être déjà reprises ou sur le point de l'être.

Rien ne saurait être plus décourageant qu'une telle attitude. Il faut avouer que sur le plan international, la conduite des superpuissances nucléaires, qu'il s'agisse de l'une, de l'autre ou des deux ensemble, laisse souvent beaucoup à désirer. Dès lors, il est évident que l'acceptation de la thèse du "couplage" que je viens d'évoquer signifierait que des négociations sérieuses sur le désarmement ne pourraient jamais ou presque jamais avoir lieu. Une telle éventualité ne peut se justifier si l'on admet que, comme l'a réaffirmé avec force la dernière résolution de l'Assemblée adoptée par consensus il y a moins de deux mois, "les deux parties doivent avoir constamment présent à l'esprit le fait que non seulement leurs intérêts nationaux, mais aussi les intérêts vitaux de tous les peuples du monde sont en jeu dans cette question". L'incompatibilité de cette thèse avec une politique de paix et de coopération internationales conforme à la Charte des Nations Unies est encore plus apparente si l'on se rappelle la déclaration solennelle faite en 1978 dans le Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement :

"La course aux armements, notamment dans le domaine nucléaire, va à l'encontre des efforts réalisés en vue d'assurer un plus grand relâchement des tensions internationales, d'établir des relations internationales fondées sur la coexistence pacifique et la confiance entre tous les Etats et de donner plus d'ampleur à la coopération et à l'entente internationales. Elle entrave la réalisation des buts de la Charte des Nations Unies et est incompatible avec les principes qui y sont énoncés, en particulier ceux qui concernent le respect de la souveraineté, le non-recours à la menace ou à l'emploi de la force contre l'intégrité territoriale ou l'indépendance politique de tout Etat, le règlement pacifique des différends et la non-intervention et la non-ingérence dans les affaires intérieures des Etats."

Les considérations précédentes nous incitent à espérer que les deux superpuissances nucléaires, dans le rapport qu'elles ne manqueront pas de soumettre, conformément aux dispositions des paragraphes 27 et 114 du Document final, à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée, dont les travaux débiteront le 7 juin prochain, pourront annoncer des nouvelles positives, non seulement au sujet des armes nucléaires de portée intermédiaire, mais aussi en ce qui concerne les armes nucléaires stratégiques.

Une autre question portant également sur un aspect du désarmement nucléaire qui figurait à l'ordre du jour de la dernière session de l'Assemblée générale et qui en est venue à occuper à juste titre la première place dans l'ordre du jour du Comité du désarmement - comme elle le fera certainement cette année encore - est celle de la cessation de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires, au sujet de laquelle je vais maintenant présenter quelques observations.

(M. García Robles, Mexique)

A sa trente-sixième session, comme elle l'avait fait à la session précédente, l'Assemblée a adopté deux résolutions sur cette question : les résolutions 36/84 et 36/85.

Dans la seconde de ces résolutions, elle prie le Comité du désarmement, avec une certaine discrétion, mais en termes non équivoques, de "prendre les mesures nécessaires, y compris la création d'un groupe de travail, pour engager, à titre hautement prioritaire, dès le début de sa session qui doit se tenir en 1982, des négociations de fond sur un traité d'interdiction complète des essais".

La première de ces deux résolutions, dont la délégation mexicaine a eu le privilège de prendre l'initiative, est sans nul doute la plus claire et la plus complète, tant en ce qui concerne l'historique de la question que les objectifs visés et les moyens de les atteindre.

Dans le préambule de cette résolution, l'Assemblée générale rappelle, sans doute afin que l'on garde présent à l'esprit ce point qui est essentiel pour évaluer correctement la question, que la cessation complète des essais d'armes nucléaires est à l'étude depuis plus de vingt-cinq ans à l'Organisation des Nations Unies et que l'Assemblée générale a adopté plus de quarante résolutions sur ce sujet; que, à sept occasions différentes, l'Assemblée elle-même a condamné les essais d'armes nucléaires dans les termes les plus énergiques; et que, quelles que puissent être les divergences au sujet de la vérification, il n'y a aucune raison valable pour retarder la conclusion de l'accord que l'on recherche; que, si l'on considère les moyens existants de vérification et les études techniques et scientifiques approfondies qui ont été faites sur tous les aspects du problème, on parvient forcément à la conclusion que seule a fait défaut une décision politique; que les trois Etats dotés d'armes nucléaires qui sont dépositaires du Traité dit d'interdiction partielle des essais se sont engagés dans cet instrument, il y a près de vingt ans, à tenter d'assurer l'arrêt de toutes les explosions expérimentales d'armes nucléaires à tout jamais et que cet engagement a été expressément réaffirmé en 1968 dans le Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires.

L'Assemblée rappelle également, dans le préambule de cette résolution, que dans la résolution 35/145 A qu'elle a adoptée l'année précédente, le 12 décembre 1980, elle a prié instamment tous les Etats membres du Comité du désarmement "d'appuyer la création, dès le début de sa session de 1981, d'un groupe de travail ad hoc qui entamerait les négociations multilatérales en vue de la conclusion du traité interdisant tous les essais d'armes nucléaires" et a déploré que le Comité du désarmement, comme il était indiqué au paragraphe 44 de son rapport, "ait été empêché de répondre à cette exhortation en raison de l'attitude négative de deux Etats dotés d'armes nucléaires".

Dans le dispositif de sa résolution, l'Assemblée - outre qu'elle demande aux Etats dépositaires du Traité de Moscou d'adopter un moratoire en tant que mesure provisoire - exprime de nouveau sa grave préoccupation devant le fait que les essais d'armes nucléaires se poursuivent "contrairement aux vœux de l'écrasante majorité des Etats Membres"; elle réaffirme sa conviction que le Traité que l'on s'efforce en vain de conclure depuis tant d'années "constitue un élément essentiel à l'aboutissement des efforts déployés pour empêcher la prolifération, tant verticale d'horizontale, des armes nucléaires et une contribution à la réalisation du désarmement nucléaire", et elle prie instamment à nouveau "tous les Etats membres du Comité du désarmement" :

(M. García Robles, Mexique)

"a) De garder à l'esprit que la règle du consensus ne devrait pas être utilisée de façon telle qu'elle empêche la création d'organes subsidiaires qui permettraient au Comité de s'acquitter effectivement de ses fonctions;

b) D'appuyer la création par le Comité, dès le début de sa session de 1982, d'un groupe de travail spécial qui entamerait les négociations multilatérales en vue de la conclusion d'un traité interdisant tous les essais d'armes nucléaires;

c) De tout mettre en oeuvre pour que le Comité puisse transmettre à l'Assemblée générale, lors de sa deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement, le texte multilatéralement négocié d'un tel traité."

Ce sont ces trois dernières demandes ou recommandations de l'Assemblée que nous devrions nous efforcer de satisfaire ou suivre fidèlement en abordant nos travaux de fond. Il convient en effet de rappeler que les délégations du Mexique, du Nigéria, du Pakistan, de la Suède et de la Yougoslavie ont présenté le 30 juillet 1981 un document de travail, portant la cote CD/204, selon lequel, si "au début de la session de 1982 du Comité", - c'est-à-dire la session qui s'ouvre aujourd'hui - "il n'était toujours pas possible de donner suite aux demandes répétées du Groupe des 21" relatives à la création d'un groupe de travail spécial sur la question intitulée "Interdiction des essais d'armes nucléaires", l'organe de négociation pourrait examiner officiellement la proposition contenue dans ledit document de travail, qui consistait à ajouter à l'article 25 du règlement intérieur du Comité du désarmement un texte ainsi conçu :

"La règle du consensus ne doit pas non plus être appliquée de telle sorte qu'elle empêche la création d'organes subsidiaires qui permettraient au Comité de s'acquitter efficacement de ses fonctions, conformément aux dispositions de l'article 23."

Ma délégation veut espérer qu'il ne sera pas nécessaire de recourir à cette modification du règlement intérieur pour empêcher que l'abus du veto, que l'on a observé tant de fois au Conseil de sécurité des Nations Unies, ne s'étende à cet organe multilatéral de négociation sur le désarmement dont la nature est essentiellement distincte.

Si, conformément aux stipulations du Document final, le plus haut degré de priorité devait être accordé aux armes nucléaires, elles sont immédiatement suivies, dans ce même document, des autres armes de destruction massive, parmi lesquelles les armes chimiques présentent une importance telle qu'elles sont les seules spécifiquement mentionnées.

Là encore, comme elle l'avait fait au sujet de l'interdiction des essais, l'Assemblée générale a approuvé, au titre du point intitulé "Armes chimiques et bactériologiques (biologiques)", deux résolutions qui se complètent l'une l'autre : les résolutions 36/96 A et 36/96 B. La lecture simultanée des deux textes fait apparaître que l'Assemblée a voulu expressément et sans équivoque :

Réaffirmer la nécessité que "tous les Etats se conforment strictement aux principes et aux objectifs" du Protocole de Genève et que "tous les Etats adhèrent à la Convention" sur l'interdiction des armes biologiques ou à toxines.

Réaffirmer également la nécessité "d'élaborer et de conclure au plus tôt une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage de toutes les armes chimiques et sur leur destruction".

(M. García Robles, Mexique)

Demander aux Etats-Unis et à l'Union soviétique de "reprendre le plus tôt possible les négociations bilatérales" sur cette question et de présenter "leur initiative commune" au Comité du désarmement.

Demander également à tous les Etats de "s'abstenir de toute action qui pourrait entraver les négociations sur l'interdiction des armes chimiques, et, en particulier, de s'abstenir de fabriquer et de déployer de nouveaux types d'armes chimiques, y compris des armes binaires, ou de chercher à implanter des armes chimiques sur le territoire d'Etats où il n'y en a pas à l'heure actuelle".

Il convient en outre d'observer que l'Assemblée générale semble avoir voulu souligner l'importance qu'elle attache à une autre demande qui doit intéresser particulièrement tous les membres du Comité du désarmement, puisqu'elle s'adresse au Comité lui-même. Elle le prie instamment, au sujet de la convention qui doit être élaborée en vue de l'élimination des armes chimiques, de "poursuivre, dès le début de sa session de 1982, à titre hautement prioritaire, les négociations concernant une telle convention multilatérale, compte tenu de toutes les propositions existantes et initiatives ultérieures, et en particulier de rétablir son Groupe de travail spécial des armes chimiques, en le dotant d'un mandat révisé de façon appropriée qui permettrait au Comité de parvenir aussi rapidement que possible à un accord au sujet d'une convention sur les armes chimiques".

Ma délégation estime que cet organe de négociation se doit de répondre à cette demande de l'Assemblée qui est énoncée en termes identiques dans les deux résolutions adoptées, et dont l'une, celle qui porte le No 36/96 A, a été adoptée par 147 voix contre zéro, avec une seule abstention.

Les six résolutions que je viens de passer brièvement en revue constituent à peine la huitième partie des nombreuses résolutions que l'Assemblée générale a adoptées sur des questions de désarmement au mois de décembre dernier, à sa trente-sixième session. Il serait hors de propos d'examiner ici, même superficiellement, toutes les autres résolutions. Cependant, j'ajouterai que certaines d'entre elles, telle que celle relative à la cessation de la course aux armements nucléaires et au désarmement nucléaire, mériteraient, du fait de l'importance particulière qu'elles présentent, qu'on leur consacre intégralement une intervention, comme je le ferai lorsque le moment sera venu de passer à l'examen de ce point. Pour conclure mon intervention de ce jour, je me bornerai à dire quelques mots au sujet de la Campagne mondiale pour le désarmement et du Programme global de désarmement.

En ce qui concerne la première question, l'Assemblée a adopté la résolution 36/92 C par 143 voix contre zéro, avec deux abstentions seulement. Dans cette résolution, après avoir pris acte avec satisfaction du contenu de l'étude effectuée par le Secrétaire général sur la Campagne et en avoir loué les conclusions, elle prie le Secrétaire général de lui transmettre, lors de sa seconde session extraordinaire consacrée au désarmement, tant l'étude que les opinions à son sujet qui auront été reçues des gouvernements, afin que l'Assemblée puisse procéder au lancement solennel de la Campagne. La résolution prévoit expressément que l'un des actes importants de ce lancement sera l'organisation d'une "conférence pour les annonces de contribution", qui aura lieu au stade initial de la session extraordinaire, lors de la présence, à New York, des chefs d'Etat ou de gouvernement et des ministres des relations extérieures qui, il faut l'espérer, seront aussi nombreux qu'ils l'étaient à la première session extraordinaire de 1978.

(M. García Robles - Mexique)

S'agissant du Programme global de désarmement, je voudrais seulement rappeler ce que j'ai dit maintes fois, tant à Genève qu'à New York, sur notre conviction que le succès ou l'échec de la prochaine session extraordinaire dépendra en grande partie du sort réservé au Programme. Une responsabilité accrue incombe ainsi à ce Comité, auquel l'Assemblée a, dès la première session extraordinaire, confié l'élaboration d'un projet de programme; comme nous le savons tous, le groupe de travail spécial chargé de cette question, qui a déjà tenu 47 séances : 10 en 1980, 24 en 1981 et 12 depuis le début de la présente année s'efforce de mener à bien ce projet. Je voudrais aussi réaffirmer ce que j'ai déclaré au mois d'octobre dernier, lors de l'ouverture du débat général de la première Commission de l'Assemblée générale, lorsque je me suis permis d'exposer les deux conditions auxquelles doit répondre le Programme, selon ma délégation, et qui sont les suivantes : d'une part, refléter fidèlement les principes directeurs définis très clairement au paragraphe 109 du Document final de 1978 et, d'autre part, ne contenir aucune disposition dont l'esprit ou la lettre puisse être interprété comme un pas en arrière par rapport audit Document final.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant du Mexique de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a prononcées à mon égard.

M. FEIN (Pays-Bas) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, la délégation néerlandaise tient à vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence pour ce premier mois de la session de 1982 du Comité du désarmement. Ces fonctions impliquent pour vous de lourdes responsabilités. Nous tenons à vous assurer de la volonté de la délégation néerlandaise de coopérer à tous les efforts qui seront déployés pour promouvoir notre cause commune, et je vous adresse tous nos meilleurs voeux de succès.

C'est avec tristesse que je m'associe aux condoléances que vous avez exprimées en notre nom à la délégation italienne à l'occasion de la disparition de notre excellent ami, l'Ambassadeur Montezemolo.

Aujourd'hui, pour l'ouverture de la session de cette année, je présenterai d'abord quelques observations générales et j'examinerai la nature et les modalités de nos travaux. Puis j'indiquerai quelles sont, pour nous, les principales tâches qui nous attendent au cours de cette session.

Auparavant, je me vois contraint de faire une observation de nature politique. On a fait remarquer à maintes reprises, au sein de notre organe de négociation, sans jamais être contredit de façon convaincante, que les négociations sur le désarmement sont, de par leur nature même, extrêmement sensibles au climat politique général, car elles sont directement liées aux intérêts de sécurité des Etats membres. Il serait peut-être possible, dans d'autres forums internationaux, de s'abstraire des crises internationales de notre monde agité, mais tel n'est pas le cas dans les négociations sur le désarmement. Ceci dit, je voudrais aussi ajouter que, par ailleurs, le Comité du désarmement n'est pas le lieu approprié pour traiter, quant au fond, des diverses crises internationales qui, malheureusement, se produisent de temps en temps dans diverses parties du monde. Si nous le faisons, nous progresserions encore moins dans nos travaux, et malheureusement nous ne progressons pas bien vite, et nous servirions mal notre cause.

Fort de cette position équilibrée, je dirai aujourd'hui, dans ce forum, que mon Gouvernement déplore les graves événements de Pologne, l'imposition de la loi martiale, les violations massives des droits de l'homme et la suppression des libertés civiles



(M. Fein, Pays-Bas)

fondamentales, en contradiction évidente avec la Charte des Nations Unies, la Déclaration universelle des droits de l'homme et l'Acte final d'Helsinki. En outre, si une grande puissance juge bon d'imposer sans cesse sa volonté à ses voisins dans l'intérêt présumé de sa propre sécurité, cela ne peut avoir que des répercussions fâcheuses sur toute une gamme de relations internationales, y compris sur les négociations sur le désarmement. La seule conclusion que l'on peut tirer d'un tel comportement est qu'en dernière analyse, le facteur décisif dans les relations de ce pays avec ses voisins est le souci de garantir ses propres intérêts nationaux de sécurité aux dépens des intérêts nationaux des autres.

Je voudrais maintenant faire quelques observations sur le mécanisme des négociations multilatérales sur le désarmement tel qu'il existe aujourd'hui et tel qu'il nous concerne, c'est-à-dire, d'une part, le Comité du désarmement, ici à Genève et, d'autre part, la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies et la Commission du désarmement des Nations Unies, à New York.

Ceux d'entre nous qui ont participé à la session de l'Assemblée générale l'an dernier ont pu constater que le nombre des résolutions adoptées par la Première Commission et en particulier des résolutions traitant du désarmement, avait de nouveau augmenté. Ceux d'entre nous qui s'occupent de désarmement ou du moins travaillent pour les Nations Unies depuis plus longtemps se souviendront que la Première Commission n'a pas toujours été aussi productive, du moins si l'on prend comme critère de productivité le nombre de résolutions proposées. Si l'on remonte à, disons, une vingtaine d'années - à la quinzième session de l'Assemblée générale - on constate qu'à l'époque, la Première Commission n'avait adopté que cinq résolutions, dont le préambule ne comportait chaque fois que deux ou trois alinéas et le dispositif quelques paragraphes. Chacune de ces résolutions avait fait l'objet de plusieurs semaines de négociations et chaque mot était soigneusement pesé. Ainsi, elles étaient prises au sérieux par tous les membres. Dix ans plus tard, en 1969, à la vingt-quatrième session de l'Assemblée générale, le nombre de résolutions adoptées était passé à neuf et il s'agissait de résolutions beaucoup plus longues. L'an dernier, l'Assemblée générale a adopté, au titre du désarmement, non moins de 48 résolutions, représentant au total, préambules et dispositifs confondus, 623 alinéas et paragraphes.

Ainsi que je l'ai dit - et M. l'Ambassadeur Garcia Robles a mentionné ce point - je ne vous cacherai pas que cette évolution ne me paraît guère positive. Cela, d'autant moins que plusieurs des résolutions de ces dernières années, qui ont été adoptées avec enthousiasme par l'Assemblée générale, sont dépourvues de sens, pour ne pas dire plus. Pour ma part, j'estime que certaines de ces résolutions sont inspirées par un esprit de propagande ou même de malveillance. Et j'ai trouvé que certaines d'entre elles étaient peu judicieuses.

Le Comité du désarmement, qui est censé être un organe de négociation sérieux, ferait bien de garder cela présent à l'esprit et de ne pas penser, pour la seule raison qu'une majorité s'est dégagée à l'Assemblée générale en faveur de telle ou telle résolution, que les recommandations qu'elle contient sont nécessairement utiles pour un véritable désarmement. En tout état de cause, la délégation des Pays-Bas traitera chaque résolution avec le même sérieux que celui avec lequel nous pensons qu'elle a été proposée. Et je ne puis qu'exprimer l'espoir que la Première Commission trouvera le moyen de conduire ses travaux d'une façon plus responsable qu'elle n'a pris coutume de le faire ces derniers temps.

(M. Fein, Pays-Bas)

Après m'être ainsi exprimé au sujet de la Première Commission, qui siège à New York, je dois ajouter, en toute équité, que l'on ne peut pas dire que le Comité du désarmement soit lui-même tout à fait à l'abri de tout blâme quant à la conduite de ses propres travaux. Nous avons constaté parfois, au sein du Comité, une certaine tendance à utiliser notre forum de négociation comme une simple tribune pour des déclarations de caractère polémique. Nous avons aussi malheureusement observé une tendance croissante à employer certains moyens tactiques, parfois abusifs, pour empêcher tout progrès.

Heureusement, nous pouvons aussi dire que de très sérieux efforts ont été déployés pour améliorer nos méthodes de travail et nos procédures.

Dans ce contexte, je tiens à rappeler l'utile échange de vues que nous avons eu l'an dernier au sujet du renforcement du fonctionnement du Comité du désarmement. Réflexion faite, nous estimons que l'idéal serait que la session du Comité du désarmement dure toute l'année et soit divisée en trois ou quatre périodes, avec des interruptions à des fins d'étude, d'évaluation, etc. Si le Comité du désarmement siégeait toute l'année, les délégations pourraient comprendre des experts en négociations qui ne seraient pas dérangés par la nécessité de participer à d'autres délibérations. En fait, il est paradoxal qu'actuellement ceux qui assument la responsabilité de la conduite des négociations au sein du Comité du désarmement soient aussi appelés à juger des résultats des négociations du Comité du désarmement dans des organes de délibération, comme la Commission du désarmement des Nations Unies et la Première Commission de l'Assemblée générale des Nations Unies. Cette situation nuit à l'efficacité du Comité du désarmement. Un temps précieux qui pourrait être utilisé pour des négociations est au contraire sacrifié à des réunions d'un caractère purement délibératif.

Nous proposons donc que le Comité du désarmement tire ses propres conclusions sur une structure de travail plus efficace avant la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. Pour des raisons pratiques aussi bien que d'un point de vue statutaire, le Comité du désarmement doit mettre lui-même de l'ordre chez lui plutôt que de laisser à la session extraordinaire le soin de le faire.

Nous proposerions que le Comité du désarmement se voie attribuer les fonctions d'un comité directeur, d'un comité de gestion, dont dépendraient des groupes de travail permanents et éventuellement siégeant sans interruption. Ces groupes jouiraient en quelque sorte d'un statut d'autonomie, qui leur permettrait d'établir leur propre calendrier et de créer des organes subsidiaires. Ils conserveraient le même président tout le long de leurs travaux et disposeraient d'un bureau d'importance moyenne. Tous les membres du Comité de désarmement ne seraient pas tenus de participer aux travaux de chacun de ces groupes. Par ailleurs, les Etats qui, sans être membres du Comité du désarmement, s'intéresseraient à la question traitée devraient pouvoir y participer. Ces arrangements aideraient beaucoup à résoudre le problème de la composition du Comité du désarmement. Le secrétariat du Comité pourrait être élargi par la désignation d'experts. Il serait peut-être souhaitable que le Comité du désarmement recrute de nouveau, comme la Conférence du Comité des dix-huit puissances sur le désarmement et la Conférence du Comité du désarmement l'avaient fait pendant quelque temps, une équipe complète de traducteurs et de sténographes. Ainsi, les comptes rendus sténographiques seraient disponibles plus rapidement et les délégations ne se sentiraient plus obligées de lire des déclarations préparées d'avance. Des négociations sérieuses justifieraient le supplément de coût qui, j'assume, serait partagé entre les membres du Comité. Les groupes de travail pourraient faire rapport au Comité du désarmement à intervalles réguliers ou selon les besoins. Le Comité du désarmement

(M. Fein, Pays-Bas)

pourrait alors évaluer les résultats et, le cas échéant, donner de nouvelles directives aux groupes de travail. En outre, le Comité du désarmement fonctionnant en tant que Comité directeur aurait toute latitude pour devenir le siège d'échanges de vues en cas de tensions politiques, de sorte que les groupes de travail ne seraient pas exposés à ces tensions.

Nous sommes conscients qu'une amélioration de l'organisation du Comité du désarmement ne représente pas, en elle-même, une garantie de meilleurs résultats. Toutefois, nous ne pouvons ignorer les graves lacunes du système actuel, dans lequel chaque groupe de travail se réunit une fois par semaine. L'un des défauts de ce système est qu'il ne tient pas compte du fait que, dans diverses phases de négociation, une question peut exiger beaucoup plus de temps qu'une autre.

J'en viens maintenant à la seconde partie de ma déclaration, dans laquelle j'exposerai comment les Pays-Bas conçoivent le programme de travail du Comité du désarmement pour cette année. Je ne manquerai pas de saluer l'ouverture, ici à Genève, de négociations bilatérales entre les Etats-Unis d'Amérique et l'URSS sur les forces nucléaires de portée intermédiaire. Nous jugeons tout aussi importante la reprise aussi rapide que possible de négociations bilatérales entre ces deux pays sur la réduction des armes stratégiques, car une réduction sensible des armements nucléaires constituerait la plus importante étape vers le désarmement nucléaire. Le Gouvernement néerlandais espère vivement que les perspectives concernant ces négociations s'amélioreront dans le proche avenir. Nous avons toujours déploré que le Traité SALT II ne soit pas entré en vigueur. Cela nous incite d'autant plus à exprimer l'espoir que les deux séries de nouvelles négociations que je viens de mentionner constitueront une base pour des négociations nouvelles et plus vastes sur la limitation des armements entre les deux Etats concernés. Nous demandons instamment aux Etats-Unis et à l'URSS d'étendre leurs efforts communs à d'autres domaines d'une importance non moins vitale, premièrement, à l'interdiction complète des essais, qui exige la reprise de négociations trilatérales avec le Royaume-Uni, deuxièmement, à une convention interdisant les armes chimiques et, troisièmement, à la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique.

Naturellement, la plupart des activités de la session de printemps du Comité du désarmement seront axées sur la préparation rationnelle de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. A cet égard, il y aurait lieu d'accorder la priorité à l'ouverture, au sein du Comité du désarmement, de discussions concrètes sur la question d'une interdiction complète des essais, que l'Assemblée a placé en tête des priorités dans le Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement. Je ne m'attarderai pas longtemps sur les raisons qui nous amènent à mettre l'accent sur une interdiction complète des essais, et que nous avons exposées à maintes reprises dans de nombreux forums. Nous souhaitons une diminution progressive du rôle des armes nucléaires. Un traité d'interdiction complète des essais aurait, à cet effet, une portée considérable, car il aiderait à mettre fin à la prolifération tant verticale qu'horizontale des armes nucléaires. En fait, la conclusion d'un traité d'interdiction complète des essais serait une démonstration concrète de la façon d'aborder les nombreux aspects très complexes de la course aux armements nucléaires. Une autre raison impérieuse de conclure un traité d'interdiction des armes nucléaires à brève échéance est qu'en l'absence d'une telle interdiction il est difficile de maintenir en application un régime non discriminatoire et crédible de non-prolifération.

(M. Fein, Pays-Bas)

La délégation néerlandaise demande l'ouverture, au Comité du désarmement, de négociations sérieuses et constructives sur une interdiction complète des essais, mais elle craint qu'en réalité l'intérêt à l'égard d'un traité d'interdiction complète des essais ne s'affaiblisse. Le Gouvernement néerlandais est gravement préoccupé par le fait que, périodiquement, l'utilité d'un traité d'interdiction complète et définitive des essais soit mise en doute ou minimisée dans différents milieux.

A notre avis, la maturité du dossier et l'urgence de la question appellent de la part du Comité du désarmement la création d'un groupe de travail sur l'interdiction complète des essais qui soit doté d'un mandat significatif. Selon nous, il faut que le rôle du Comité du désarmement dans la réalisation d'un traité d'interdiction complète et définitive des essais soit essentiel pour que le traité recueille, comme il le faudrait, une adhésion et un appui les plus larges possibles sur le plan international. A notre avis, il est non seulement nécessaire de prévoir des dispositions adéquates de vérification dans un traité d'interdiction complète des essais, mais nous sommes convaincus qu'une vérification adéquate est également possible. Dans la mesure où il y a des problèmes techniques, nous sommes sûrs qu'ils peuvent être résolus, notamment en faisant fond sur l'expérience déjà acquise et celle qui le sera par le Groupe spécial d'experts scientifiques chargé d'examiner des mesures de coopération internationale en vue de la détection et de l'identification d'événements sismiques, auquel participent les Pays-Bas. Je me permets de rappeler que des progrès importants ont été réalisés par ce groupe en ce qui concerne l'étude d'un système global de vérification. Il est nécessaire de poursuivre efficacement ces efforts, y compris un essai en grand du réseau sismologique. Le moment est également venu de mettre au point les éléments administratifs de ce réseau sismologique dans le cadre d'un traité d'interdiction complète des essais.

Un corollaire d'un traité d'interdiction complète des essais serait un accord dit d'"arrêt de la production" ("cut off" agreement), qui interdirait la production de matières fissiles à des fins d'armements. Cela aussi constituerait une mesure efficace pour freiner la course aux armements nucléaires. Nous n'ignorons pas les problèmes de vérification que cela implique, mais l'arrêt de la production représente l'une des quelques rares mesures efficaces de limitation des armements nucléaires pour lesquelles un système international de vérification a déjà été élaboré en principe, à savoir les garanties nucléaires. Il semble donc logique que le Comité du désarmement s'occupe aussi de cette question.

Il va de soi que le Groupe de travail des armes chimiques devrait être rétabli. La délégation néerlandaise estime, comme bien d'autres, que grâce à l'impulsion donnée par son président M. Lidgard, l'Ambassadeur de Suède, le Groupe de travail des armes chimiques a presque rempli son mandat l'année dernière. Nous espérons donc fermement qu'il soit maintenant possible de convenir d'un nouveau mandat permettant au Groupe de travail d'élaborer, à titre hautement prioritaire, une convention multilatérale sur l'interdiction complète et effective de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et sur leur destruction.

Outre les questions qui ont trait à la portée d'une convention sur les armes chimiques, le Groupe de travail devra s'occuper activement des dispositions relatives à la vérification de son application. Nous pensons que la vérification devrait être un des éléments d'un système qui, pour autant qu'il ait une portée significative et soit assorti de mesures de protection d'une ampleur raisonnable, assurera plus efficacement la sécurité des Etats que le maintien de l'option des armes chimiques. Sans vérification adéquate, les Etats ne seront pas sûrs que les dispositions d'une convention sont respectées.

(M. Fein, Pays-Bas)

Comme nous l'avons déjà dit, notre opinion bien considérée est que, dans le cadre d'une convention sur les armes chimiques, vérification nationale et vérification internationale sont complémentaires. Après tout, nous avons à faire à un système d'armes qui ont fait ses preuves, sont prêtes à l'emploi et disponibles en grandes quantités.

A la 143ème séance du Comité du désarmement, le 4 août 1981, aux derniers jours de la deuxième partie de la session de l'an dernier, j'ai eu l'honneur de présenter le document CD/203 concernant des mesures de vérification fondées sur les consultations et la coopération et une procédure de plaintes dans le contexte d'une convention sur les armes chimiques. Ce document donne un aperçu complet d'un système de vérification raisonnable bien qu'efficace, et il a été conçu de façon à tenir compte en particulier des besoins pratiques. Permettez-moi de récapituler brièvement les principales caractéristiques de nos propositions :

- les consultations, la coopération, les vérifications et les plaintes ne seraient pas traitées individuellement mais constituent les éléments d'un seul système intégré et logique;
- la vérification nationale et la vérification internationale seraient donc complémentaires;
- la création d'organismes nationaux d'application serait nécessaire;
- entre autres choses, l'organisme national d'application travaillerait étroitement avec un Comité consultatif qui sera créé;
- le Comité consultatif devrait en permanence superviser la destruction et la conversion à des fins autorisées des stocks déclarés d'armes chimiques;
- le Comité consultatif devrait superviser en permanence la destruction et la conversion des stocks au moyen d'inspections sur place;
- par des inspections sur place effectuées d'une façon aléatoire, le Comité consultatif vérifierait périodiquement que la production de produits chimiques létaux supertoxiques ne dépasse pas les quantités convenues;
- afin de renforcer la confiance, le Comité consultatif devrait entreprendre d'une façon aléatoire des inspections dans les installations situées sur le territoire des Etats parties qui, à intervalles réguliers, seraient désignés par le sort;
- le Comité consultatif aurait qualité pour enquêter sur le bien-fondé des allégations d'ambiguïté dans l'application de la Convention ou de violation de ses dispositions;
- dans le contexte d'une telle enquête, le Comité consultatif serait habilité à entreprendre des inspections sur place, après consultation avec l'Etat partie concerné. Toutefois, si ledit Etat partie n'acceptait pas une telle inspection sur place, il devrait fournir des explications appropriées;
- chaque Etat partie à la Convention pourrait utiliser des moyens techniques nationaux de vérification;

- des plaintes pourraient être déposées auprès du Conseil de sécurité. Chaque Etat partie s'engagerait à coopérer à toute enquête que pourrait entreprendre le Conseil de sécurité.

Etant donné le résultat des activités de l'an passé du Groupe de travail spécial des garanties de sécurité et l'appui massif donné à la résolution 36/95 de l'Assemblée générale, présentée par le Pakistan, ma délégation est certainement favorable à la réactivation du Groupe de travail des garanties de sécurité. En fait, nous avons été encouragés par l'attention positive que nous avons reçue lorsque, l'an dernier, nous avons proposé un modèle de "formule commune" pour une résolution du Conseil de sécurité couvrant ce qu'il y avait de commun dans les déclarations nationales des Etats dotés d'armes nucléaires. Toutefois, il semble que l'an passé le Groupe de travail spécial ait fait tout ce qu'il a pu et que, maintenant, la balle soit vraiment dans le camp des Etats dotés d'armes nucléaires. Nous invitons donc les Etats nucléaires concernés à oeuvrer ensemble pour rapprocher leurs garanties de sécurité négatives, et peut-être pour les harmoniser. Tant qu'un effort commun n'aura pas été accompli par les Etats dotés d'armes nucléaires concernés, il nous sera bien difficile de concevoir que le Groupe de travail spécial des garanties de sécurité négatives puisse réaliser beaucoup d'autres travaux. Ce groupe de travail se trouverait donc plus ou moins en situation d'attente.

A la trente-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies, la délégation néerlandaise a activement travaillé à l'adoption d'un projet de résolution sur la prévention d'une course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique, conformément aux dispositions pertinentes du Document final de la première session extraordinaire consacrée au désarmement. L'Assemblée générale a décidé de confier cette importante question au Comité du désarmement. Nous suggérons que le Comité du désarmement adopte une procédure en deux phases pour ce problème compliqué et assez délicat. La première phase, qui se déroulerait pendant la première partie de la session du Comité du désarmement, serait une phase d'exploration dont l'objet serait de répertorier tous les problèmes pouvant surgir. A cette fin, outre les déclarations en plénière et la présentation de documents de travail, les délégations membres du Comité du désarmement seraient peut-être bien avisées de tenir une série de réunions officielles avec des experts. Après cela, dans la seconde phase, qui pourrait coïncider avec la deuxième partie de la session du Comité du désarmement, de nouvelles mesures appropriées pourraient être prises, par exemple la création d'un groupe de travail spécial.

Les faits nouveaux qui sont survenus au Comité du désarmement, relativement aux armes dites radiologiques, ne nous ont pas incités à modifier la position que nous avions définie en 1970, dans le document de travail CCD/291, en formulant la conclusion suivante : "à en juger d'après les renseignements disponibles, les possibilités de guerre radiologique existent théoriquement, mais ne semblent pas présenter une grande importance pratique si même elles en ont une."

Nous approuvons en grande partie l'excellente analyse contenue dans la déclaration faite le 7 avril 1981 par l'Ambassadeur de Suède, M. Lidgard, à la 122ème séance du Comité du désarmement. Nous avons apprécié la tentative suédoise d'étoffer les paramètres plutôt maigres du projet de convention sur les armes radiologiques. C'est pourquoi, à la 137ème séance du Comité du désarmement, le 14 juillet 1981, la délégation néerlandaise a présenté une formule qui amendait légèrement la proposition suédoise initiale.

Quel que puisse être le résultat des négociations menées par un Groupe de travail spécial des armes radiologiques réactivé, la délégation néerlandaise n'est guère tentée de collaborer à l'élaboration d'une convention dont l'unique objet serait de mettre à la disposition de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement un produit du Comité du désarmement. S'il doit y avoir une convention sur les armes radiologiques, il faudra qu'elle ait un fond réel et qu'elle contienne notamment une interdiction effective excluant toute dissémination de matières radioactives à la suite d'attaques perpétrées contre des centrales nucléaires civiles à forte intensité de rayonnement.

Nous sommes sûrs que l'institution du dispositif organisationnel nécessaire à la mise en oeuvre du programme de travail de la session de cette année du Comité du désarmement, tel que je viens de le présenter, ne soulèvera aucune difficulté de procédure. Après tout, le Comité du désarmement peut faire fond sur l'expérience acquise au cours de ces dernières années lorsqu'il a créé des groupes de travail spéciaux et qu'il leur a choisi des présidents. Les observations que j'ai formulées précédemment en ce qui concerne la meilleure structure de travail du Comité du désarmement n'ont pas pour objet d'influer sur les tâches immédiates qui s'offrent à nous. La meilleure procédure serait d'adopter la ligne d'action que nous avons suivie l'an passé, tout en nous efforçant parallèlement de convenir d'une meilleure structure de travail pour l'avenir.

L'un des points de l'ordre du jour de la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement sera le Programme global de désarmement. Le Comité du désarmement a créé un Groupe de travail spécial qui s'occupe d'élaborer ce programme global. La délégation néerlandaise appuie l'approche prévue dans le document de travail (CD/205) présenté l'an passé par la délégation de la République fédérale d'Allemagne au nom d'un groupe de délégations occidentales. Peut-être pourrais-je ajouter quelques observations personnelles à ce sujet. A vrai dire, je ne suis pas entièrement persuadé qu'un Programme global de désarmement puisse apporter une contribution décisive au désarmement. Naturellement, la communauté mondiale peut fixer des priorités et des objectifs et établir des principes, comme cela a été fait dans le Document final de la première Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, document auquel nous continuons de souscrire et d'adhérer. Tout en reconnaissant qu'il existe effectivement des stades dans le processus de la limitation des armements et du désarmement, j'estime que l'on ne devrait pas concevoir ces stades en fonction d'une échelle de temps mais plutôt en fonction de la confiance que suscitent ou ne suscitent pas les arrangements de sécurité existants.

Je ne parviens toujours pas à envisager le critère global que l'on pourrait appliquer pour choisir un certain ensemble de mesures de limitation des armements à appliquer au cours d'une phase donnée - quelle que puisse être leur importance en tant que telles - si l'on fait abstraction du rapport existant entre les armes considérées et les conditions de sécurité auxquelles on s'intéresse. Pour cette raison, l'introduction de dates limites qui seraient nécessairement vagues semble quelque peu inutile et peut-être même nuisible pour la crédibilité de l'entreprise toute entière. La limitation des armements et le désarmement constituent une tâche ardue, qui requiert beaucoup de dévouement, et qui ne peut porter ses fruits que moyennant l'approche graduelle du constructeur qui bâtit pierre sur pierre. Bien sûr, le seul critère important qui devrait être appliqué lorsqu'on se lance dans des négociations touchant certaines mesures de limitation des armements est la possibilité de vérifier le respect des dispositions de l'accord recherché. Cette approche réaliste est propice à l'établissement de la confiance, et si le souci de renforcer

(M. Fein, Pays-Bas)

la confiance n'est pas constamment présent à l'esprit, il ne saurait y avoir de progrès dans la recherche d'une limitation des armements et d'un programme de désarmement qui puissent être considérés avec sérieux tant sur le plan politique que sur le plan militaire.

Autrement dit, pour les Pays-Bas, le Programme d'action contenu dans le Document final de la première Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, qui a été adopté par consensus, demeure le guide des actions futures. Pour qu'un Programme global de désarmement soit significatif, il doit s'inspirer aussi étroitement que possible du programme d'action contenu dans le Document final. Toutefois, nous ne sommes pas disposés à prendre le degré d'accord réalisé au sujet d'un Programme global de désarmement comme étalon pour mesurer le succès des efforts de limitation des armements en général et de la deuxième Session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement en particulier. La limitation des armements est une question qui se pose ici et maintenant, une tâche qui doit être notamment poursuivie au Comité du désarmement, par des négociations de détail et souvent ardues.

Quel que soit le devenir du Programme global de désarmement, le succès de la deuxième Session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement dépendra de la mesure dans laquelle nous nous abstiendrons de formuler des propositions superficielles et irréalistes, et pour nous concentrer sur la négociation sérieuse de mesures efficaces et vérifiables de limitation des armements qui renforceront la sécurité et la stabilité.

En conclusion, j'aimerais faire quelques observations de caractère personnel.

Voici maintenant quatre ans que je suis arrivé à ce que l'on appelait alors la Conférence du Comité du désarmement. Durant ces quatre années j'ai eu le privilège de servir mon pays dans le cadre des efforts déployés pour promouvoir la limitation des armements et le désarmement, tant à Genève qu'à New York. Je dois bientôt quitter Genève, peut-être pas pour toujours, mais au moins temporairement, et j'abandonnerai mes responsabilités en tant que chef de la délégation néerlandaise. M. Wagenmakers assumera mes fonctions jusqu'à l'arrivée de mon successeur, M. l'Ambassadeur Frans van Dongen, qui sera probablement là avant quinze jours. Je tiens à remercier très vivement tous mes collègues du Comité du désarmement et du Secrétariat de l'amitié et de l'esprit de coopération dont ils ont fait preuve à mon égard durant ces quatre années. Et lorsque je me réfère à mes collègues, je ne veux pas seulement parler de ceux qui représentent des pays alliés au mien, mais aussi de ceux qui appartiennent à une alliance différente, et aux autres. Le fait que le respect, l'estime et l'amitié personnels puissent coexister avec des rapports officiels qui nous opposent parfois est peut-être l'un des aspects les plus réconfortants de notre activité au sein du Comité. Je vous souhaite à tous un plein succès dans vos travaux et toute la prospérité possible dans votre vie privée.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant des Pays-Bas de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a prononcées à mon égard.

Mme THORSSON (Suède) (traduit de l'anglais) : Permettez-moi tout d'abord, Monsieur le Président, de vous présenter les félicitations et les vœux de succès de la délégation suédoise à l'occasion de votre accession à la présidence de ce Comité pour le mois de février. Je puis vous assurer que la délégation suédoise coopérera pleinement avec vous dans l'exercice de ces hautes et importantes fonctions.



(Mme Thorsson, Suède)

J'aimerais aussi vous remercier beaucoup des aimables paroles de bienvenue que vous avez prononcées à mon égard. Je voudrais en outre adresser les remerciements de la délégation suédoise au chef de la délégation indonésienne, pour avoir rempli si efficacement les fonctions de Président durant la dernière partie de la session de 1981 du Comité du désarmement.

Permettez-moi aussi d'associer la délégation suédoise aux paroles de bienvenue que vous avez adressées aux nouveaux chefs de délégation au Comité du désarmement, ainsi qu'aux paroles de condoléances que vous avez prononcées après la mort du chef de la délégation italienne. Puis-je également, Monsieur le Président, exprimer avec vous notre reconnaissance à l'Ambassadeur Fein, des Pays-Bas, avec qui nous avons pu coopérer pendant les quatre ans qu'il a conduit la délégation néerlandaise. Il y a eu, me semble-t-il, une excellente coopération entre nos deux délégations, et j'aimerais l'en remercier et lui souhaiter bonne chance dans ses nouvelles fonctions.

Monsieur le Président, le 31 janvier 1978, prenant la parole à la CCD quatre mois avant le début de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, j'ai dit entre autres choses :

"Au cours de la présente session, la CCD sera confrontée au plus grand défi de ses 16 ans d'existence. Qu'est-ce que le monde extérieur, qui attend anxieusement et avec impatience des résultats décisifs de ces années d'efforts de désarmement pense de nous, constitués en organe de négociation ? Voit-il en nous une assemblée de bavards impénitents qui ne réalise que des progrès concrets notoirement insuffisants ? Ou avons-nous réussi à rendre le monde extérieur conscient des complexités des problèmes que nous avons été invités à résoudre, et de la multitude d'obstacles considérables et de toute nature auxquels nous nous heurtons dans la recherche de solutions ? Le monde extérieur doute-t-il ou est-il convaincu qu'il existe une volonté politique sincère et suffisamment forte parmi les gouvernements participant aux négociations de la CCD pour parvenir enfin à ces solutions ?

Je ne connais pas les réponses à ces questions. Je sais, par contre, que l'efficacité de la CCD et son aptitude à s'acquitter de ses tâches seront examinées d'ici quelques mois par l'organe le plus autorisé de la communauté mondiale. C'est maintenant à nous, représentants des deux blocs militaires et d'Etats non alignés et neutres, qu'il incombe de relever ce défi et de travailler de telle façon au cours de cette session de printemps que notre rapport spécial à l'Organisation des Nations Unies fasse état de progrès durables dans les domaines les plus importants de notre activité."

Lorsque je relis ces paroles, j'ai l'impression que les quatre dernières années ont été gommées comme dans un rêve, de l'histoire de l'organe multilatéral unique de négociation sur le désarmement. Rien n'a été réalisé entre-temps. Le Comité du désarmement a accompli un rude travail, mais en vain. Il est significatif de constater que la situation est semblable - et même pire à certains égards - qu'au début de 1978.

Certes, quelques-uns des groupes de travail créés à des fins de négociation peuvent faire état de modestes progrès. Mais ces progrès ne sont pas dus aux contributions des grandes puissances militaires, mais à l'effort inlassable et persévérant des délégations d'autres Etats, plus conscients de la situation effroyablement dangereuse dans laquelle le monde se trouve aujourd'hui, et certainement plus désireux que les grandes puissances de délivrer ce monde qui est le nôtre des menaces qui pèsent sur son avenir.

(Mme Thorsson, Suède)

A dire vrai, j'éprouve quelques doutes quant à la sincérité de ces puissances dans leurs attitudes à l'égard des négociations multilatérales sur le désarmement. Mon impression, fondée en grande partie sur l'expérience des trois années d'existence du Comité du désarmement, est que les superpuissances affaiblissent et sapent ces négociations. Leurs préférences vont aux entretiens secrets et limités, à l'abri du regard des indiscrets. Elles ne veulent voir dans le Comité qu'une simple boîte postale pour le dépôt des projets de traité qu'elles soumettent de loin en loin à l'Organisation des Nations Unies. Elles nient au Comité le droit et la possibilité de négocier sur les questions les plus hautement prioritaires de son ordre du jour, par exemple et tout particulièrement sur celle de l'interdiction complète des essais. Elles limitent en fonction de leurs propres intérêts les mandats des groupes de travail de négociation. Elles méprisent des résolutions de l'Assemblée générale certes non contraignantes juridiquement, mais qui les engagent politiquement puisqu'elles les ont elles-mêmes votées.

Récemment, nous avons reçu des rapports qui semblent une fois de plus confirmer ce que je viens de dire. Il est réellement effarant d'apprendre de sources officielles, par l'intermédiaire de la presse, que les Etats-Unis envisagent de proposer des négociations additionnelles sur un traité relatif aux armes chimiques - parallèlement à celles menées au sein du Comité à la demande de l'Assemblée générale des Nations Unies - afin d'échapper aux critiques de la communauté internationale et de légitimer leurs préparatifs en vue de produire une nouvelle génération d'armes de ce genre si ces négociations échouaient. Les discussions proposées se tiendraient entre les signataires du Protocole de Genève de 1925. Certes, il y aurait lieu d'améliorer le Protocole de Genève, qui est dépourvu de mécanisme de vérification. Mais il n'est pas acceptable que ces négociations soient utilisées comme un rideau de fumée pour dissimuler la production de nouvelles armes chimiques.

Selon les mêmes informations, on envisage d'utiliser le Comité du désarmement pour "discuter la question" en faisant fond sur l'allégation selon laquelle l'URSS aurait utilisé une toxine, notamment contre les guérilléros afghans. Devons-nous comprendre que l'organe multilatéral de négociation qu'est le Comité sera réduit au rôle de champ clos pour des échanges d'allégations et que les progrès considérables accomplis par les groupes de travail spéciaux de négociation seront réduits à néant ? Je saurais gré à la délégation des Etats-Unis de nous fournir des explications sur ses plans actuels.

Tout ceci affecte d'une façon désastreuse la réputation du Comité au sein de l'opinion publique mondiale, qui depuis quelque temps a commencé à se mobiliser pour protester contre une situation abominable. L'attente et l'espoir ont fait place à la déception. Ceux qui jadis étaient plein d'intérêt et motivés sont devenus sceptiques. En 1978, j'ai parlé du "monde extérieur" à un moment où toutes nos séances étaient fermées à l'opinion publique mondiale. Depuis janvier 1979, le Comité du désarmement a ouvert ses séances plénières au public. Au début, les plénières faisaient recette, mais voici déjà passablement de temps que les tribunes du public sont en général presque vides. En ce moment où l'opinion publique mondiale est en alerte et mobilisée, tous les membres du Comité devraient se préoccuper sérieusement de cet état de choses. Les citoyens du monde, que ces questions concernent en fin de compte, ont-ils un reste de confiance en ce que nous pourrions faire ou n'ont-ils que haussements d'épaules devant notre activité ?

Nous sommes effectivement confrontés à ces sérieux problèmes quand nous commençons à examiner les résultats éventuels de nos travaux de la session de printemps de 1982. Et plus encore quand nous nous retournons vers l'année 1981 qui vient de s'achever. Soyons francs.

(Mme Thorsson, Suède)

L'année 1981 est une autre année perdue pour le désarmement. A-t-on une seule raison de penser que l'année qui s'ouvre sera plus féconde ? A la vérité, le tableau est contradictoire. Sur le plan politique, un sentiment de profonde méfiance, de suspicion et de crainte imprègne les relations entre les superpuissances et leurs alliances militaires. L'occupation de l'Afghanistan en est à sa troisième année sans que l'on puisse entrevoir de solution acceptable sur le plan national ou international. La guerre et la tension régionales, le recours unilatéral à la force et à l'annexion caractérisent la situation dans les zones du Golfe et du Moyen-Orient, toutes deux d'importance économique vitale et qui sont le théâtre des rivalités et des interventions des superpuissances.

En Europe, la tragique répression de la liberté et des aspirations démocratiques en Pologne a brutalement rappelé que la stabilité est bien précaire en dépit des efforts visant à accroître la confiance et la coopération, notamment à la réunion de Madrid de la CSCE. Une nouvelle fois, le monde a dû constater que le véritable visage du communisme imposé à l'Europe orientale est celui de la force, qu'il est apte à subjuguier la vie et l'esprit des peuples, mais qu'il ne peut survivre dans une société libre de choisir ses options à l'abri de toute menace.

Ainsi, à une époque où des multitudes de plus en plus nombreuses et impressionnantes prennent conscience de la menace qu'impliquent la militarisation de la société et en particulier l'accumulation et la dissémination possible d'armes nucléaires - et nous aimerions faire quelque chose à ce sujet - les causes sous-jacentes de la tension et des conflits s'intensifient et rendent les solutions plus ardues encore.

Pourtant, les remèdes à ces tensions et à ces conflits doivent être recherchés et trouvés. La Suède continuera de préconiser l'adoption de plus larges mesures de renforcement de la confiance visant à réduire la méfiance, la suspicion et la crainte entre les nations ainsi que d'une plus grande ouverture dans les relations internationales et le respect de la liberté des peuples.

Et cela non seulement en raison des conséquences politiques désastreuses de l'état de choses actuel, mais aussi de l'influence que ces tensions et conflits exercent sur la course aux armements, qui contribue à son tour à accroître tensions et conflits.

Les tendances actuelles de l'évolution de la recherche et de la technologie dans le domaine militaire sont peut-être l'une des manifestations les plus importantes de ces effets. La recherche progresse actuellement dans des directions qui, en l'absence d'obstacles, pourraient rendre d'ici dix ans pratiquement impossible la limitation des armements, et à plus forte raison le désarmement. Bien que cela ne soit peut-être pas le désir secret des protagonistes de la course aux armements, cette évolution ne peut conduire qu'à une diminution de la sécurité et à une déstabilisation alarmante. L'histoire de la limitation des armements est pleine d'occasions perdues et de prétendues "monnaies d'échange", qui se sont révélées, une fois mises au point, des matériels militaires aux séductions irrésistibles. Les vecteurs à têtes multiples indépendamment guidées, qui ont été considérés d'abord comme des monnaies d'échange de ce type, sont devenus depuis un élément essentiel de la technologie des missiles balistiques. Les négociations SALT II en ont limité le nombre, mais le fait regrettable que le traité n'ait pas été ratifié pourrait autoriser une nouvelle multiplication des ogives, qui ferait échec non seulement aux mesures défensives, mais aussi aux mesures de limitation des armements.

(Mme Thorsson, Suède)

La nouvelle technique des missiles de croisière est encore plus inquiétante à cet égard. Vu ses faibles dimensions et le fait qu'il peut transporter des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive, ainsi que des armes classiques, le missile de croisière risque de devenir une arme extrêmement déstabilisante, surtout si, comme il ressort des projets actuels, il est déployé en grand nombre sur des plates-formes de lancement mobiles et se déplace à des vitesses supersoniques.

De plus, par ses caractéristiques de vol et ses zones de déploiement éventuelles il pourrait aussi avoir des effets négatifs sur la sécurité et la souveraineté des Etats neutres et non alignés.

Enfin, du point de vue de la limitation des armements, il pourrait très bien échapper complètement à des mesures de vérification appropriées. Pour toutes ces raisons, la technique des missiles de croisière représente un saut quantique qu'il serait préférable, vu ses sinistres conséquences, ne pas accomplir. Il serait en fait paradoxal que ceux-là mêmes qui, le plus souvent pour de bonnes raisons, sont fermement partisans de mesures de vérification strictes dans le domaine du désarmement, optent pour des missiles de croisière non susceptibles de vérification, portant ainsi probablement le coup de grâce ou pour le moins un coup très grave aux efforts de limitation des armements et de désarmement international. Il faut noter que l'avantage militaire ainsi acquis ne serait que temporaire et qu'il pourrait même se transformer en net désavantage une fois que l'adversaire aurait maîtrisé les mêmes techniques. Et il y a peu de raisons de penser qu'il n'y parviendrait pas. La spirale ascendante des techniques militaires et, par conséquent la course aux armements, ne feraient donc que continuer.

Les différentes nations et la communauté internationale doivent faire un effort décisif pour trouver des moyens - naturellement vérifiables - de s'attaquer à la R-D militaire. Non seulement celle-ci absorbe d'énormes ressources, au moins 40 milliards de dollars de dépenses publiques en 1981 seulement, mais elle est sur le point de nous faire dépasser un point de non-retour à partir duquel la limitation des armements deviendrait sans objet et l'insécurité et les soupçons mutuels des Etats encore plus intenses et dangereux qu'aujourd'hui. La recherche de la supériorité technique dans le domaine militaire et de la supériorité militaire en général représente une impasse, au sens propre de ce terme.

Je voudrais faire remarquer ici, comme je l'ai fait il y a deux ans devant le Comité, que le temps est un facteur crucial face aux progrès extraordinairement rapides de la R-D dans le domaine militaire. Vu qu'il est de plus en plus difficile, du fait de ces progrès, de se mettre d'accord sur des mesures de vérification suffisamment acceptables, plus les négociations et les accords se feront attendre et plus il deviendra difficile de parvenir à des résultats. Il y a là un phénomène de vitesse acquise qui devrait susciter des inquiétudes légitimes.

Il nous faut adresser aux superpuissances un mot pour les avertir d'urgence : ces deux pays devraient prendre au sérieux les graves responsabilités qui sont les leurs, du fait qu'ils dépensent à eux deux 85 % des sommes consacrées dans le monde à la R-D dans le domaine militaire.

Il faut chercher en fait à mettre au point des modes de coopération internationale pour limiter les travaux de R-D à des fins militaires offensives. Il est abondamment prouvé, pour de nombreux systèmes, qu'il peut y avoir des négociations satisfaisantes jusqu'au stade des essais, mais pas au-delà. Les travaux de R-D militaire pourraient

(Mme Thorsson, Suède)

être "limités" par des mesures visant à identifier dès le départ les tendances nouvelles et dangereuses de la R-D dans le domaine des armements, afin de faire obstacle aux essais et au déploiement de ces armes. Il existe pour cela des précédents dans le Traité sur les missiles antimissiles, la Convention sur les armes biologiques, la Convention sur les modifications de l'environnement, les entretiens sur les techniques antisatellites et certaines des limites convenues dans le Traité SALT II. Une autre approche complémentaire consiste à interdire l'utilisation à des fins militaires ou hostiles de certaines zones géographiques, comme cela a été fait, en totalité ou partiellement - je voudrais souligner le mot "partiellement" - pour l'Antarctique, l'espace extra-atmosphérique et les fonds marins.

Les missiles de croisière constituent un élément important des négociations récemment engagées sur les forces nucléaires tactiques. Il faut naturellement se féliciter que ces négociations aient démarré, bien que le climat de méfiance que je viens de mentionner et la complexité de la question ne puissent nous laisser espérer de résultats à brève échéance. Par ailleurs, les entretiens sur la limitation des armements et le désarmement nucléaires présentent une importance capitale pour tous les pays. On devrait éviter que ces entretiens, engagés entre les superpuissances dépendent des rapports entre des groupes quelconques de pays et il faudrait donc les poursuivre très activement.

La valeur politique et symbolique des négociations sur les forces nucléaires tactiques est énorme. La réalisation d'un accord global sur les armes en question est de première importance. Ces négociations sont un nouveau signe encourageant en matière de désarmement et témoignent d'un engagement renforcé de nombreux groupes exprimant une opinion publique libre. Cela est assuré pour les pays occidentaux et pourrait même avoir certaines répercussions, même à l'Est. La folie de la course aux armements nucléaires et les conséquences incalculables et désastreuses pour toutes les nations, y compris les superpuissances, d'une guerre nucléaire éventuelle, apparaissent enfin à chacun de nous. Il est vraiment étonnant que cette prise de conscience ne soit pas intervenue plus tôt, car la menace nucléaire existe depuis des dizaines d'années, mais il faut s'en féliciter d'autant plus. Il paraît ressortir de la situation actuelle tout simplement que, pour chacune des parties, une parité nucléaire approximative signifie qu'elles ne peuvent avoir entièrement confiance dans la force dissuasive de leurs armes nucléaires. On ne saurait exclure entièrement qu'un pays attaque le premier, même s'il s'agissait d'une tentative suicidaire. Il en résulte que certains pays s'efforcent à nouveau d'augmenter leurs chances de survie et recherchent même la supériorité, c'est-à-dire une capacité assurée de première frappe, qui ne peut manquer d'avoir des effets déstabilisants. Par ailleurs, le rôle purement dissuasif des armements perd de sa valeur. C'est une conséquence de la doctrine de la riposte graduée qui, mettant l'accent sur diverses possibilités d'utilisation des armes nucléaires comme armes sélectives ou contre-forces, rend plus vraisemblable la guerre nucléaire. Cela pourrait théoriquement conduire à renforcer la dissuasion pure et simple, élevant ainsi le seuil d'utilisation des armes nucléaires et du recours même à la guerre.

Mais, dans ce domaine, se fonder uniquement sur la théorie est l'une des façons les plus dangereuses d'envisager le problème de la paix ou de la guerre nucléaire. Si l'on ne fait pas un effort d'imagination pour appréhender les réalités concrètes de la guerre nucléaire, les théories fondées sur l'informatique et les jeux de guerre

(Mme Thorsson, Suède)

tendront à devenir des facteurs abaissant le seuil de la guerre. Il a déjà été fait vaguement allusion à la possibilité d'utiliser effectivement des armes nucléaires en cas de conflit. Et l'on peut probablement soutenir que ces tendances inquiétantes à mettre l'accent sur une possibilité d'utilisation militaire des armes nucléaires - envisagée séparément de leur rôle en tant que facteurs de dissuasion politique - conduiront par elles-mêmes à abaisser le seuil nucléaire. Ces tendances pourraient être encouragées par la conviction erronée qu'une guerre nucléaire, même prétendument sélective, pourrait être "gagnée", si ce mot pouvait avoir un sens. En outre, le développement des techniques que j'ai mentionné précédemment rend plus "crédible" ce raisonnement faux, même s'il repose sur des bases très peu solides et irréalistes.

Vu qu'il est devenu maintenant évident pour tous que des attaques nucléaires, même restreintes, auront dans la plupart des cas des effets étendus, et qui ne sauraient demeurer limités, l'ensemble de la doctrine de la riposte graduée se heurte de plus en plus à la résistance de l'opinion publique. Il est ironique de constater que les tentatives faites récemment par les deux parties pour développer cette doctrine en déployant de nouveaux types d'armes de moyenne portée ont pour résultat inattendu de mettre au jour les contradictions et impossibilités inhérentes à ce corps de doctrine et peut-être aux armes nucléaires elles-mêmes.

Le terrible dilemme dans lequel nous sommes actuellement enfermés est, cependant, que l'on ne peut exclure que dans certaines situations, les armes nucléaires soient effectivement utilisées, mais qu'au cataclysme que représenterait leur emploi répondrait immédiatement, naturellement, un autre cataclysme. Pour assurer notre propre défense, nous devrions aussi assurer notre propre destruction, complète et définitive.

La nécessité de débarrasser l'Europe de cette situation insensée est évidente, mais la tâche est très ardue. Ce que l'on a implanté le coeur presque léger en Europe et autour de l'Europe pendant les trois dernières décennies ne peut être retiré sans perturber l'équilibre de la terreur qui s'est établi, quelque précaire et quelque mauvais qu'il puisse être. Les négociations sur les forces nucléaires tactiques devront nécessairement commencer par un nombre limité de questions. Mais dans le domaine nucléaire, toutes les armes sont liées et le sont même de plus en plus, du fait d'une technologie en progrès constant qui tend à effacer les distinctions entre les armes nucléaires tactiques, les armes nucléaires de moyenne portée et les armes nucléaires stratégiques centrales. Si les entretiens sur les forces nucléaires tactiques doivent avoir un jour des résultats d'une réelle importance, ils doivent donc être ultérieurement étendus à d'autres catégories d'armes nucléaires tactiques et à leurs vecteurs. La complexité de cette question est évidente, mais ne peut être évitée.

Dans ce contexte, un effort particulier devrait être fait, sans attendre trop longtemps, pour aborder la question de la réduction du nombre d'armes nucléaires tactiques, avec leur suppression comme objectif final. Leur mission n'est pas claire, comme beaucoup en ont témoigné, leur utilité sur un champ de bataille qui se déplace rapidement contre un adversaire mobile est douteuse, si l'autorité pour les employer ne doit pas être déléguée à des niveaux inférieurs de commandement, dès lors que nous pensons qu'il s'agit d'une question nécessitant des décisions au plus haut niveau et qui prennent par conséquent du temps. Si, en revanche, la décision d'utiliser des armes tactiques devait relever de commandements locaux, ces armes deviendraient un dangereux traquenard, qui ne pourrait que trop aisément abaisser le seuil nucléaire et déclencher une escalade vers une guerre nucléaire majeure.

(Mme Thorsson, Suède)

Les armes nucléaires tactiques, qu'elles soient à neutrons ou autres, manquent donc de crédibilité sur le plan de l'utilité militaire et constituent clairement un risque d'escalade. Elles devraient par conséquent devenir progressivement l'objectif primordial des négociations. Il ne fait pas de doute que la question de la vérification représentera un obstacle particulièrement intimidant. Il sera probablement difficile d'imaginer que puissent être trouvées des solutions satisfaisantes ne prévoyant pas la suppression de ces armes. Pour assurer l'équilibre militaire, le désarmement nucléaire devrait s'accompagner de réductions convenablement équilibrées des armements classiques.

Enfin, les négociations sur les forces nucléaires tactiques pourraient être vaines si l'on ne les considérait pas dans le contexte plus large des armes nucléaires stratégiques. C'est pourquoi nous espérons très sincèrement que les négociations sur les armes nucléaires stratégiques reprendront bientôt avec l'objectif de préserver ce qui peut être sauvé du naufrage de SALT II, mais aussi d'oeuvrer pour une réduction tangible des arsenaux stratégiques des superpuissances, qui représentent une énorme capacité de surextermination. En raison de ce que j'ai dit plus haut, la Suède pense qu'il est urgent de trouver des moyens d'interdire de nouvelles améliorations et de nouvelles innovations technologiques dans le domaine des armes nucléaires et de leurs vecteurs.

Pour résumer ces idées, Monsieur le Président, je pourrais ajouter que, dans l'ensemble, compte tenu des progrès rapides qu'a connus récemment la technologie des armements, le rôle des armes nucléaires comme instruments militaires utilisables et, par conséquent, politiques dans une situation de crise semble être mis en question, et ceci sans parler des vagues de protestations, lourdes de conséquences, contre ces armes en tant que telles. Toute la doctrine de la "riposte graduée" semble être mise en doute, compte tenu du risque généralement admis d'une escalade à grande échelle. La crédibilité de l'"emploi en premier" serait ainsi sérieusement ébranlée. Simultanément, l'importance du rôle des armes classiques semblerait accrue. Ainsi, l'importance concomitante de larges mesures propres à renforcer la confiance s'en trouverait accrue.

Il paraît nécessaire de rappeler à chacun le rôle décisif confié au Comité du désarmement dans tous les aspects des négociations sur le désarmement. Le désarmement nucléaire sous tous ses aspects, jadis pris en main exclusivement par les Etats dotés d'armes nucléaires, est une question hautement prioritaire de l'ordre du jour du Comité en vertu du paragraphe 50 du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Il est donc de la plus haute importance d'établir un lien entre les travaux du Comité du désarmement et les négociations en cours ou en suspens entre les superpuissances ou les blocs militaires sur tous les aspects du désarmement nucléaire.

Je reviens maintenant à une question qui a constamment figuré à l'ordre du jour du Comité du désarmement, à savoir l'interdiction complète des essais. L'organe multilatéral de négociation qui siège à Genève s'occupe de cette question depuis sa création. A cause de la résistance obstinée de certains Etats dotés d'armes nucléaires, le Comité, comme nous le savons, n'a pu seulement commencer des négociations concrètes sur un traité d'interdiction complète des essais. Comme plusieurs de mes collègues autour de cette table, j'ai déclaré en de nombreuses occasions que c'était une pratique tout à fait inacceptable d'utiliser la règle du consensus pour empêcher la création d'organes subsidiaires chargés de mener effectivement des négociations sur une question de notre propre ordre du jour, approuvé par toutes les délégations.



(Mme Thorsson, Suède)

Comme les membres du Comité s'en souviendront, la délégation suédoise a appuyé des propositions visant à ce que la règle du consensus ne puisse s'appliquer à des décisions relatives aux questions de procédure.

Je suis envahie par le désespoir et la déception quand je vois que malgré tous nos efforts la question de l'interdiction complète des essais semble être en plus mauvaise posture que jamais. Les négociations trilatérales en la matière, qui ont parfois servi de prétexte pour empêcher le Comité de remplir la tâche qu'il avait de négocier un traité sur l'interdiction complète des essais, sont suspendues depuis plus d'un an et demi. On ne dispose pas encore d'informations sur l'avenir de ces négociations, si seulement elles en ont un.

Les progrès constants réalisés dans le domaine nucléaire montrent bien que la conclusion d'un traité sur l'interdiction complète des essais est plus urgente que jamais, malgré des signes indiquant qu'un des Etats dotés d'armes nucléaires incline à considérer qu'il s'agit d'une "non-question". Cette vue ne sera jamais acceptée. L'interdiction complète des essais est importante pour prévenir ou au moins rendre plus difficile une nouvelle amélioration des capacités existantes ainsi que l'acquisition d'une capacité en matière d'explosions nucléaires. Cet argument a été avancé maintes et maintes fois au long des années et il reste aussi valable que jamais. La Suède espère donc que toutes les parties accepteront maintenant de créer rapidement au cours de cette session un groupe de travail sur un traité d'interdiction complète des essais, ayant plein pouvoir pour négocier sur tous les aspects pertinents d'un tel traité.

Quant à la question de la vérification de ce traité, le groupe d'experts sismologues a bien avancé dans la mise au point d'un système international de surveillance sismologique. Ce travail a clairement montré que du point de vue technique, la question du contrôle d'un traité d'interdiction complète des essais peut être résolue.

Dans ce contexte, je voudrais mentionner la possibilité d'identifier certaines explosions nucléaires en analysant des échantillons de radioactivité atmosphérique. Il existe en fait, dès aujourd'hui, un certain nombre de stations dans le monde où la radioactivité atmosphérique est mesurée et analysée. Il semble valoir la peine de songer à organiser ces stations et les stations futures en un réseau international de surveillance de la radioactivité atmosphérique. Ce réseau constituerait sans nul doute une méthode supplémentaire efficace et peu coûteuse pour obtenir des informations concernant les essais nucléaires et d'autres formes d'activités nucléaires clandestines. Nous sommes en outre convaincus qu'un tel réseau permettrait d'acquérir une information beaucoup plus claire sur certains événements suspects, comme celui qui s'est produit au sud de l'Afrique le 22 septembre 1979. De l'avis de la délégation suédoise, cette question devrait être examinée par le Comité du désarmement dans un contexte approprié. Nous prévoyons donc de soumettre un document de travail sur cette question.

Les armes nucléaires constituent une menace pour l'humanité qui ne peut être dissipée qu'en éliminant ces armes. Le désarmement nucléaire est donc la tâche la plus urgente de notre époque. Comme il n'y a guère de perspectives d'un progrès rapide dans le domaine du désarmement nucléaire, il pourrait être utile d'envisager certains autres arrangements afin de réduire le risque de déclenchement d'une guerre nucléaire. Je voudrais cependant bien préciser que nul arrangement de ce genre ne pourra remplacer le désarmement nucléaire.



La nature très complexe et technologiquement sensible des systèmes d'armes nucléaires est en elle-même une source d'anxiété constante. Il y a toujours la possibilité qu'un simple mal fonctionnement technique des systèmes ou une erreur humaine puisse conduire à une guerre nucléaire. La nécessité de prendre des mesures pour réduire ces risques est évidente. Beaucoup d'incidents se sont déjà produits.

Dans le passé, on s'est efforcé de réduire les risques de guerre nucléaire par méprise ou erreur de calcul. Il suffit de mentionner les accords entre les Etats-Unis et l'Union soviétique concernant le "téléphone rouge", les "mesures en cas d'accident", la prévention d'une guerre nucléaire et certaines dispositions des accords SALT relatives, en particulier, aux moyens nationaux de vérification. Un élément fondamental de tous ces accords est qu'une ligne de communication sûre et fiable doit être maintenue entre les Etats possédant des armes nucléaires.

Au cours des ans, plusieurs propositions ont été formulées visant à réduire le risque d'une guerre nucléaire en interdisant ou en limitant le recours aux armes nucléaires. Les concepts les plus connus proposés dans ce contexte sont l'interdiction de l'utilisation en premier et l'interdiction complète de l'utilisation de ces armes. Le problème que posent ces propositions intéressantes, comme on le sait bien, c'est qu'à cause des différences entre les doctrines militaires des Etats dotés d'armes nucléaires et du solide manque de confiance entre eux, il n'a pas été possible de parvenir à des accords sur les bases mêmes de ces idées.

A sa trente-sixième session, l'Assemblée générale a adopté par consensus une résolution priant tous les Etats dotés d'armes nucléaires de présenter leurs vues et leurs propositions visant à assurer la prévention d'une guerre nucléaire. En l'absence de tout résultat tangible en matière de désarmement nucléaire, je crois que les peuples des Etats non dotés d'armes nucléaires et ceux des Etats dotés d'armes nucléaires eux-mêmes ont le droit de savoir quelles autres mesures les Etats dotés d'armes nucléaires sont prêts à prendre afin d'atténuer le risque d'une guerre nucléaire. La Suède estime que c'est là une question urgente et nous considérons qu'il est très important que tous les Etats dotés d'armes nucléaires défèrent à la demande de l'Assemblée générale de présenter leurs vues sur cette question.

Certaines des questions que j'ai mentionnées dans la présente déclaration sont manifestement pertinentes à cet égard. L'étouffement des nations et du droit des peuples et des individus doit prendre fin pour toutes sortes de raisons, entre autres parce qu'il conduit à un accroissement de la tension et à une confrontation entre les superpuissances. Les entretiens sur la réduction des armes stratégiques, les négociations sur les forces nucléaires tactiques et la proposition de tenir une conférence sur le désarmement en Europe doivent être poursuivies avec vigueur aux fins d'une forte réduction des armements et d'un renforcement de la confiance. Là où c'est possible, on doit chercher à limiter la technologie des nouvelles armes déstabilisatrices en maîtrisant et en restreignant la R-D militaire. Des efforts vigoureux doivent aussi être déployés pour arrêter la prolifération verticale et horizontale des armes nucléaires. Pendant que l'on cherche à atteindre tous ces objectifs, on devrait prendre des mesures collatérales sur les plans national et international pour réduire les dangers d'une guerre nucléaire accidentelle. Un effort concerté dans cette direction pour créer un réseau de relations vigoureuses et mutuellement interdépendantes pourrait contribuer beaucoup à accroître la stabilité en cette ère nucléaire.

(Hme Thorsson, Suède)

Monsieur le Président,

En mars de cette année, les négociations multilatérales sur le désarmement auront duré vingt ans. Quel genre de célébrations devrions-nous envisager pour marquer cette date? Que pourrions-nous faire pendant cette session de 1982 du Comité du désarmement pour répondre aux demandes d'une opinion publique mondiale rapidement croissante et dont l'importance ne cesse de grandir, ce que George Kennan a récemment qualifié de phénomène le plus frappant du début des années 1980? Comment pourrions-nous, faisant abstraction des doctrines politiques et des systèmes économiques et sociaux, coopérer aux efforts en vue de préserver les peuples de cette seule Terre que nous ayons du danger d'une nouvelle guerre générale qui, à l'ère nucléaire, aboutirait à la dévastation?

Nous devons, tous, répondre à ces questions en toute sincérité par une action efficace si nous voulons nous présenter devant nos mandants avec franchise et la conscience tranquille. Puisse-t-il en être ainsi.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie la distinguée représentante de la Suède de sa déclaration et des paroles aimables qu'elle a prononcées à mon égard.

Nous avons pratiquement épuisé le temps dont nous disposons ce matin. Si les membres du Comité sont d'accord, je proposerai que nous suspendions à présent la séance plénière et que nous la reprenions cet après-midi à 15 heures. En l'absence d'objections, c'est ce que nous ferons.

Il en est ainsi décidé.

La séance est suspendue à 13 h 10; elle est reprise à 15 heures.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : La 150ème séance plénière du Comité du désarmement est reprise. Comme convenu ce matin, le Comité entendra à présent les orateurs restant inscrits pour prendre la parole aujourd'hui.

M. ISSRAELIAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord vous féliciter, vous qui représentez un pays voisin auquel nous lient de longues années de bon voisinage, au moment où vous assumez les importantes fonctions de Président du Comité du désarmement pour le mois de février. On veut espérer que ce mois sera fécond et qu'il permettra de réaliser des progrès sur les questions inscrites à l'ordre du jour du Comité. Nous souhaitons en même temps la bienvenue aux nouveaux collègues venus travailler avec nous dans l'unique organe multilatéral de négociation sur le désarmement.

Je voudrais aussi souhaiter beaucoup de succès à l'Ambassadeur Fein, des Pays-Bas, dans les nouvelles et importantes fonctions qu'il a prises dans la capitale de son pays.

Enfin, permettez-nous d'exprimer nos profondes condoléances après le décès de l'Ambassadeur d'Italie M. Cordero di Montezemolo.

Monsieur le Président,

La session ordinaire du Comité du désarmement qui s'est ouverte aujourd'hui se situe à un moment extrêmement crucial pour l'évolution future des relations internationales, et même pour l'humanité tout entière. Malheureusement, on ne peut que constater une nouvelle aggravation du climat international, l'accroissement du danger

(L. Issraéliyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

de guerre et une accentuation de la menace qui pèse sur la liberté et l'indépendance des peuples du fait d'une activation de la politique impérialiste de la force. L'orientation vers l'antidétente, vers l'obtention d'une supériorité militaire et vers la rupture, au profit de l'Occident, de l'équilibre qui s'est établi constitue la principale source de l'aggravation de la tension internationale au cours des quelques dernières années. Un sujet particulier de préoccupation tient à la course croissante aux armements, aux armements nucléaires surtout, à la mise au point et à l'apparition dans les arsenaux des Etats de nouveaux types et systèmes d'armes, ainsi qu'à la poursuite de l'augmentation des dépenses militaires.

Pour justifier l'accroissement des armements nucléaires, on invoque la notion de la prétendue "guerre nucléaire limitée", celle des attaques nucléaires "préventives", "de démonstration" ou autres. Ces considérations ont pour objet de gommer la ligne de démarcation entre les armes nucléaires et les armes classiques, d'écarter les obstacles d'ordre moral et politique qui s'opposent à l'emploi des armes nucléaires et de justifier l'admissibilité de leur utilisation pour porter un premier coup.

On cherche à inculquer à l'opinion publique mondiale l'idée qu'une guerre nucléaire "limitée", affectant les seuls objectifs militaires des parties, serait une guerre humaine et acceptable dans les conditions actuelles, qui permettrait de prévenir une catastrophe nucléaire générale. Nul besoin d'être un stratège militaire pour se rendre compte du caractère parfaitement artificiel des exercices scolastiques de ce genre. En proposant de mener une guerre nucléaire en appliquant telles ou telles "règles" préétablies selon lesquelles les missiles nucléaires exploseraient de façon "correcte", non pas au-dessus des villes, mais sur des objectifs que l'on jugerait bon de qualifier ici où là de militaires, ces prétendus théoriciens de la guerre se placent en contradiction totale avec la réalité.

Les Etats socialistes, pour leur part, sont convaincus qu'il est "impossible de limiter une guerre nucléaire", ainsi que la réunion du Comité des ministres des affaires étrangères des Etats parties au Traité de Varsovie l'a déclaré dans son communiqué du 2 décembre 1981.

L'Union soviétique estime que vouloir acquérir un avantage sur l'autre dans une course aux armements et compter sur une victoire dans une guerre nucléaire serait une dangereuse folie. En octobre 1981, L.I. Brejnev, Secrétaire général du Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique et Président du Présidium du Soviet suprême de l'URSS, a déclaré ce qui suit :

"Commencer une guerre nucléaire dans l'espoir d'en sortir vainqueur ne saurait être le fait que d'un candidat au suicide. Quelle que soit la puissance dont l'attaquant dispose et quel que soit le moyen qu'il aura choisi pour déclencher une guerre nucléaire, il n'atteindra pas ses objectifs. Le châtiment viendra inéluctablement".

Partout dans le monde on comprend de mieux en mieux la nécessité d'agir énergiquement pour écarter la menace d'une catastrophe nucléaire. On peut voir un signe des temps dans les manifestations de masse contre la guerre et les missiles et en faveur de la paix et du désarmement qui se déroulent dans des pays d'Europe et dans d'autres régions du monde.

La question de savoir comment sauver le monde en empêchant le glissement vers la guerre nucléaire de se poursuivre a été au centre de l'attention lors de la récente trente-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies. A cette session, l'Assemblée a condamné diverses doctrines et conceptions concernant

(M. Issraéliyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

le recours aux armes nucléaires et, en premier lieu, la doctrine de l'"utilisation partielle ou limitée des armes nucléaires" qui constitue, ainsi qu'il est noté dans une des décisions de l'Assemblée, un pas de plus dans l'escalade de la course aux armements.

L'orientation impérialiste vers une nouvelle intensification de la course aux armements, qui a gravement perturbé les relations internationales, a fait l'objet de critiques de principe de la part d'une majorité appréciable des délégations. Les participants à la session ont souligné que cette orientation, qui pousse l'Occident et l'Orient sur la voie d'un affrontement, représente un immense danger, y compris la possibilité du déclenchement d'une guerre nucléaire. Un aspect caractéristique de la récente session a également été le vif intérêt avec lequel ont été discutées les questions d'actualité touchant à la guerre et à la paix. Il n'y a eu pour ainsi dire aucune délégation qui se soit tenue à l'écart du vaste courant de discussions sur le sort futur de l'humanité. Ce n'est pas par hasard que l'Assemblée générale des Nations Unies, à sa trente-sixième session, a adopté un nombre sans précédent dans toute l'histoire de l'Organisation de résolutions sur des questions relatives à la limitation de la course aux armements et au désarmement, dont une proportion notable a été présentée par l'Union soviétique et d'autres pays socialistes.

Nous n'interprétons pas ce fait de la même manière que le représentant des Pays-Bas. Il ne s'agit pas d'un prurit "résolutionnaire". C'est un signe de l'inquiétude que tous les Etats, grands ou petits, membres ou non de tels ou tels blocs, que les pays de tous les continents éprouvent devant l'état lamentable dans lequel se trouve la cause du désarmement, une preuve de leur désir d'apporter leur contribution au renforcement de la paix et de la sécurité internationale.

L'Assemblée générale a adopté une "Déclaration sur la prévention d'une catastrophe nucléaire" dont le projet avait été présenté par l'Union soviétique. Dans ce document, l'Organisation des Nations Unies a catégoriquement proclamé que l'emploi en premier des armes nucléaires constituerait un crime très grave contre l'humanité, et a condamné comme étant incompatible avec les lois de la morale humaine et des nobles idéaux de l'Organisation des Nations Unies toute doctrine qui admettrait la possibilité d'un emploi; elle a également lancé aux dirigeants des puissances nucléaires un appel pour leur demander d'agir de manière à éliminer le danger d'un conflit nucléaire. Cette Déclaration est considérée à juste titre comme un pas important vers l'élimination de la menace d'une guerre nucléaire, comme une mesure visant à assainir le climat international.

Cette décision renforce - et agit dans le même sens que - les aspirations d'une grande majorité des Etats, en particulier des pays non alignés, de faire en sorte que le recours ou la menace du recours aux armes nucléaires soient interdits, dès avant la réalisation du désarmement nucléaire, en tant que violation de la Charte des Nations Unies et crime contre l'humanité.

A cette session, l'Assemblée a adopté plusieurs autres décisions importantes qui mettent clairement en lumière le désir d'une forte majorité des Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies de dresser des obstacles sur la voie menant à la poursuite de l'escalade aux armements dans le monde entier.

(II. Issraéliyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

L'attitude adoptée par l'Union soviétique, tendant à réactiver les négociations sur la limitation des armements interrompues par les Etats-Unis, à intensifier les négociations en cours et aussi à entamer un dialogue sur des questions n'ayant pas fait jusqu'ici l'objet de négociations, a recueilli un très large appui au sein de l'Organisation des Nations Unies. Il est significatif que pratiquement toutes les délégations ayant pris la parole au cours de la session se soient prononcées en faveur de la poursuite du processus SALT et se soient félicitées des négociations soviéto-américaines sur la limitation des armements nucléaires en Europe qui ont débuté le 30 novembre 1981. La vingtaine de résolutions sur des questions de désarmement qui ont été adoptées au cours de la session présupposent la poursuite de négociations (soit dans le cadre du Comité du désarmement, soit par d'autres moyens) en vue d'élaborer des accords, des conventions ou des traités visant à limiter la course aux armements.

Nous avons déjà déclaré plus d'une fois, y compris au niveau le plus élevé, que nous étions prêts à reprendre le dialogue interrompu sur toute la gamme des questions ayant trait à la limitation de la course aux armements. Nous estimons que sa reprise dans les plus brefs délais répond aux intérêts non seulement des participants directs aux négociations, c'est-à-dire l'URSS et les Etats-Unis, mais aussi à ceux de tous les Etats. L'expérience acquise au cours des travaux du Comité du désarmement est venue confirmer à plusieurs reprises qu'un dialogue bilatéral sur les problèmes de désarmement les plus actuels facilite la réalisation de progrès vers leur solution dans le cadre de négociations multilatérales également. En outre, nous estimons que, dans les circonstances actuelles, il convient d'intensifier considérablement les négociations menées dans le cadre du Comité du désarmement. Nous avons confirmé plus d'une fois, tant en paroles que par des actes, l'intérêt que nous portons à une intensification des travaux du Comité, notre désir de voir le Comité s'occuper de façon sérieuse et concrète des questions les plus actuelles en matière de désarmement. Nous avons toujours demandé que le Comité devienne enfin un véritable organe de négociation et non un cercle de discussions, qu'il travaille efficacement et à plein rendement, c'est-à-dire en répondant à l'attente de la communauté internationale. Nous ne saurions accepter comme s'adressant à nous le reproche formulé par Mme Thorsson, selon laquelle l'Union soviétique affaiblirait et saperait les négociations multilatérales. C'est exactement le contraire. A cette session également la délégation soviétique n'est pas venue les mains vides. Dans notre présente intervention nous voudrions exposer brièvement notre position à l'égard des principales questions qui figurent à l'ordre du jour du Comité du désarmement.

Dans les circonstances actuelles, le problème que pose la maîtrise de la course aux armements nucléaires et l'élimination de la menace d'une guerre nucléaire présente un caractère particulièrement actuel. La position de l'Union soviétique et des autres pays socialistes au sujet de cette question est exposée dans le document CD/4, dont le Comité du désarmement a été saisi en 1979. Dans ce document, il est proposé d'entamer sans retard des négociations sur l'arrêt de la fabrication des armes nucléaires et sur la réduction graduelle de leurs stocks jusqu'à leur élimination complète. Malheureusement, en raison du comportement obstructionniste de certains Etats, il n'a pas encore été donné suite à la recommandation de l'Assemblée générale des Nations Unies concernant la création d'un groupe de travail spécial du Comité chargé d'examiner le problème du désarmement nucléaire et les négociations sur cette question n'ont pas

(II, Issraéliyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

encore commencé. Nous préconisons la création d'un organe subsidiaire spécial du Comité et la mise en route de négociations appropriées, conformément à la résolution 36/92 E intitulée "Armes nucléaires sous tous les aspects", que l'Assemblée générale des Nations Unies a adoptée à sa trente-sixième session. Compte tenu du caractère prioritaire et de l'importance du problème que pose la maîtrise de la course aux armements nucléaires, il conviendrait d'examiner la possibilité de créer un sous-comité spécial pour les questions relatives au désarmement nucléaire.

Dans le contexte général du désarmement nucléaire une place très importante revient à la question de l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires. Si tous les essais d'armes nucléaires étaient interdits, le perfectionnement de ces armes et l'apparition de nouvelles variantes comme, par exemple, l'arme à neutrons, se heurteraient à des obstacles pratiquement insurmontables. Une mesure de ce genre pourrait exercer une influence favorable sur la création d'un climat international propre à faciliter la solution de nombreux problèmes de désarmement nucléaire.

Comme on le sait, le groupe des pays non alignés et neutres a présenté une proposition tendant à créer au sein du Comité du désarmement un groupe de travail spécial pour des négociations relatives à un traité en la matière. Les représentants du Mexique et de la Suède en ont parlé aujourd'hui. Nous ne nous opposons pas à cette proposition. Nous pensons que le Comité devrait s'occuper activement de cette question prioritaire.

En ce qui concerne les négociations trilatérales entre l'URSS, les Etats-Unis et le Royaume-Uni sur la question de l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires, l'Union soviétique préconise la reprise immédiate de ces négociations et elle est prête à faire tout ce qui est en son pouvoir pour que ces négociations soient menées à bonne fin. Malheureusement, toutefois, la reprise de ces négociations est bloquée du fait des participants occidentaux.

Un sujet de préoccupation particulière pour les peuples du monde, ainsi qu'il a été confirmé à nouveau à la trente-sixième session de l'Assemblée générale, est la décision des Etats-Unis de fabriquer et de déployer des armes nucléaires à neutrons.

La mise en application de cette décision crée un danger croissant pour l'humanité, conduit à doter les arsenaux militaires d'un nouveau moyen de destruction massive et ouvre la voie à une poursuite de la course aux armements.

Nous voudrions souligner de nouveau qu'il s'agit d'une question exceptionnellement importante et urgente, directement liée à la sécurité internationale et au désarmement. A sa trente-sixième session, dans sa résolution 36/92 K, l'Assemblée générale des Nations Unies a prié le Comité du désarmement "d'entreprendre sans retard, dans un cadre organisationnel approprié, des négociations en vue de conclure une convention sur l'interdiction de la fabrication, du stockage, du déploiement et de l'utilisation des armes nucléaires à neutrons". Nous insistons sur la création d'un groupe de travail du Comité du désarmement pour mener ces négociations. Il existe pour cela une base, à savoir le projet d'une convention internationale appropriée, présenté par les pays socialistes en 1978. C'est dans ce sens précisément que l'Assemblée générale lance un appel dans sa résolution pertinente.

Cette année l'humanité célébrera le vingt-cinquième anniversaire du début de la conquête de l'espace extra-atmosphérique, l'une des plus grandes réalisations de la science et de la technique de notre siècle. Il faut malheureusement constater que

(M. Issraélyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

L'espace ne devient pas seulement un domaine où les Etats exercent des efforts pacifiques pour le conquérir et l'utiliser, mais une arène de confrontation militaire sans cesse croissante.

Dès le début de l'ère spatiale, l'Union soviétique a systématiquement préconisé - et continue de préconiser - que l'espace reste à jamais libre et exempt de toute arme, qu'il ne devienne pas une nouvelle arène de la course aux armements et une source d'aggravation des relations entre les Etats. Notre pays estime que la conclusion d'un traité interdisant de placer des armes de tous types dans l'espace extra-atmosphérique servirait à atteindre ces objectifs. Nous proposons d'engager au Comité du désarmement des négociations sur cette question, comme l'Assemblée générale des Nations Unies le recommande dans sa résolution 36/99. Le projet d'un tel accord présenté par l'Union soviétique à la trente-sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies pourrait servir de base à ces négociations.

Nous ne nous opposerions pas à ce que le mandat du Groupe de travail tienne également compte des recommandations contenues dans la résolution 36/97 C de l'Assemblée générale concernant la négociation d'un accord aux fins d'interdire les systèmes antisatellites. En même temps, il doit être clair que l'objectif principal assigné au Comité est de résoudre l'ensemble du problème de la cessation de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique et, pour cette raison, la question des systèmes antisatellites doit être examinée dans le contexte d'autres mesures visant à atteindre cet objectif.

A l'heure actuelle, alors que le monde est poussé vers une nouvelle et dangereuse spire de la course aux armements chimiques, le problème de l'interdiction des armes chimiques acquiert une signification d'une importance exceptionnelle. L'année dernière, le Comité a accompli un travail non négligeable dans ce domaine. Nous sommes en faveur d'une intensification des efforts du Comité à propos de cette question et de la mise en application des résolutions 36/96 A et B adoptées par l'Assemblée générale. A notre avis, le Comité devrait prendre d'urgence des mesures pour prévenir la fabrication et le déploiement de nouvelles générations d'armes chimiques, en particulier d'armes binaires, ainsi que l'implantation de ces armes dans des pays où il n'y en pas à l'heure actuelle. Quant au mandat du groupe de travail approprié, les pays socialistes sont également intervenus l'année dernière pour qu'il soit élargi. A notre avis, le nouveau mandat du groupe de travail doit prévoir la possibilité d'entreprendre, enfin, l'élaboration des dispositions concrètes d'une convention.

Voilà déjà la troisième année que le Comité du désarmement est saisi d'une proposition commune soviéto-américaine sur l'interdiction des armes radiologiques. On attend de nous, et cela depuis assez longtemps, un texte concerté de ce traité. Cette attente a été de nouveau confirmée dans la résolution 36/97 B de l'Assemblée générale, qui demande au Comité du désarmement de poursuivre des négociations en vue de mener à bien l'élaboration d'un traité approprié, de sorte que le texte puisse en être présenté à l'Assemblée générale des Nations Unies lors de sa deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement. L'achèvement de l'élaboration d'un traité sur l'interdiction des armes radiologiques représenterait non seulement une contribution réelle à la solution des problèmes qui se posent au Comité, mais aurait également une importance considérable en tant que mesure prise dans un sens positif dans la situation internationale complexe actuelle.

La principale difficulté sur la voie de l'élaboration concertée d'un traité est la question de l'engagement de ne pas attaquer des installations nucléaires civiles.

(M. Issraéliyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

Nous avons déclaré à maintes reprises que nous ne nous opposons pas à l'élaboration de mesures internationales visant à prévenir les attaques contre de telles installations. Mais cette question doit être réglée hors du cadre d'un traité sur les armes radiologiques. Nous sommes prêts à rechercher en commun avec les pays intéressés une solution mutuellement acceptable à ce problème.

Enfin, nous voudrions également parler de l'élaboration du Programme global de désarmement. C'est là un problème particulier dans la perspective de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement qui approche. L'examen et l'adoption d'un Programme global de désarmement à la session extraordinaire doivent servir d'impulsion aux négociations sur des questions concrètes de limitation des armements et de désarmement et contribuer à assainir l'atmosphère politique.

Dans son approche au Programme global de désarmement, l'Union soviétique part de la conviction qu'on peut et qu'il faut arrêter la course aux armements. Pour accomplir cette tâche, il faut élaborer et exécuter des programmes de mesures urgentes et radicales qui non seulement serviraient à freiner la course aux armements dans ses diverses orientations, mais ouvriraient aussi la voie vers l'objectif principal, c'est-à-dire le désarmement général et complet. A notre avis, le Programme global de désarmement doit consister d'un ensemble concerté de mesures visant à mettre un terme à la course aux armements et à réaliser par étapes un désarmement réel dans le cadre d'un calendrier déterminé. Sa réalisation doit contribuer à préserver et à approfondir le processus de relâchement de la tension internationale, favoriser le renforcement des bases de la coexistence pacifique des Etats ayant des régimes sociaux différents et à développer la confiance et la coopération entre ces Etats.

En accordant principalement l'attention à l'élaboration de mesures concrètes dans le domaine du désarmement, nous partons également de l'idée que le Programme global de désarmement est tourné vers l'avenir. La génération actuelle doit non seulement assurer une vie tranquille pendant les décennies restantes de notre siècle, mais garantir aussi à l'humanité la possibilité d'entrer dans le troisième millénaire dans des conditions de paix et de sécurité générale.

Monsieur le Président, Le succès des travaux du Comité du désarmement, en particulier pendant sa session actuelle, dépendra beaucoup de la mesure dans laquelle ces travaux seront organisés de façon habile et rationnelle. Déjà l'année dernière les pays socialistes ont eu l'occasion d'exposer en détail leur point de vue sur la question de l'accroissement de l'efficacité et de l'amélioration de l'organisation des travaux du Comité du désarmement et ont présenté un document approprié (CD/200). Les considérations énoncées dans ce document définissent sous de nombreux aspects notre attitude à l'égard de l'organisation des travaux de la présente session.

La délégation soviétique a écouté avec intérêt la déclaration de l'Ambassadeur des Pays-Bas et constate avec satisfaction que leurs vues sont proches sur de nombreuses questions.

Il nous semble que la question du renouvellement du mandat des groupes de travail existants devrait être examinée en tenant compte de l'efficacité du travail qu'ils ont accompli et des perspectives quant à la possibilité de parvenir à des ententes. En même temps, nous sommes en faveur de la création d'organes subsidiaires du Comité pour des problèmes essentiels tels que l'interdiction des essais d'armes



(M. Issraéliyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

nucléaires, la cessation de la course aux armements nucléaires, l'interdiction de placer des armes de tous types dans l'espace extra-atmosphérique, l'interdiction de la fabrication, du stockage, du déploiement et de l'utilisation des armes nucléaires à neutrons, la non-implantation d'armes nucléaires sur le territoire des Etats où il n'y en a pas actuellement et la création d'un groupe spécial d'experts pour la question des nouveaux types d'armes de destruction massive.

Pour ce qui est de la date de la fin de la session de printemps du Comité, nous pensons qu'il est indispensable d'utiliser au maximum le temps dont nous disposons. Nous ne devons pas perdre de vue que la partie en cours de la session du Comité est la dernière avant la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, à laquelle nous devons, pour ainsi dire, rendre compte du travail effectué par le Comité pendant quatre ans. Disons franchement que les résultats seront, apparemment, plus que modestes. Il est probablement exact de dire qu'au cours de toutes les vingt années de son existence, le Comité n'a jamais eu un dossier aussi vide qu'aujourd'hui. Malgré tout, on voudrait espérer que pendant les deux mois et demi qui nous restent, le Comité franchira quelques pas importants dans la bonne direction, qu'il entreprendra des négociations sur l'aspect principal du désarmement, celui de la limitation des armements nucléaires et du désarmement nucléaire. Nous espérons que le Comité réussira à élaborer un projet de Programme global de désarmement. Nous sommes convaincus que tous les éléments existent pour achever le travail sur un projet de traité d'interdiction des armes radiologiques. Il devrait également être possible d'élaborer ne serait-ce que quelques dispositions importantes d'une convention sur l'interdiction des armes chimiques, d'entreprendre des négociations sur la limitation de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique. En un mot, Mesdames et Messieurs, il n'y a pas beaucoup de temps, mais la somme de travail à accomplir est plus que suffisante.

Pour notre part, nous voudrions donner l'assurance que la délégation soviétique ne négligera aucun effort pour parvenir à des résultats féconds pendant la session actuelle du Comité.

On dit souvent que, dans les questions de désarmement, bien des choses dépendent de la volonté politique des Etats, et c'est exact. L'Union soviétique ne manque certes pas d'une telle volonté politique. Elle a plus d'une fois déclaré qu'elle était prête à s'entendre au sujet de l'interdiction ou de la limitation de n'importe quel type d'arme, à condition que soit respecté, bien entendu, le principe de l'égalité et de la sécurité égale. Nous sommes convaincus que malgré toute la complexité de la situation internationale actuelle, un dialogue fondé sur le respect mutuel et l'égalité des droits, des négociations constructives sérieuses, permettraient de réduire la tension internationale d'accroître la confiance dans les relations entre les Etats, de développer la compréhension mutuelle et la coopération entre eux. Quelque difficiles que soient les problèmes internationaux qui se posent au monde actuel, il n'y en a pas parmi eux qui ne puissent être réglés par la voie pacifique en tenant compte des intérêts de tous les Etats.

Telle est précisément la solution pacifique que l'Union soviétique et les autres pays de la fraternité socialiste proposent en lieu et place d'une politique de confrontation et d'intensification d'une course aux armements dangereuse pour la paix. Ainsi que L.I. Brejnev l'a déclaré en répondant à la société américaine de télévision NBC :

(M. Issraélyan, Union des Républiques socialistes soviétiques)

"Il importe que les gouvernements et les hommes d'Etat prennent pleinement conscience du fait que l'essentiel pour tous les peuples de la planète, c'est la paix et la certitude du lendemain. De plus, bien entendu, et plus important encore, c'est que cela soit incorporé dans la politique pratique des Etats. Il faut modérer l'ardeur dangereuse qui pousse à une intensification de la course aux armements. Il faut supprimer l'exacerbation de la tension, éteindre les foyers dangereux des situations de crise, renoncer à la politique d'une course insensée aux armements, revenir sur la voie des relations normales entre les Etats, du respect mutuel, de la compréhension et de la prise en considération des intérêts légitimes des uns et des autres. Il faut aborder avec sérieux et d'une manière pratique les questions relatives à la limitation et à la réduction des armements. Tout cela, pris dans son ensemble, aidera à écarter la menace d'une guerre nucléaire".

La délégation soviétique estime que le Comité du désarmement peut et doit apporter une importante contribution à la solution de ce problème historique, qu'il peut et doit justifier les espoirs qui ont été placés en lui.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a prononcées à mon égard.

M. ONKELINX (Belgique) : Avant d'entamer mon exposé, je voudrais m'acquitter d'un certain nombre de devoirs dont certains sont agréables et dont d'autres seront tantôt nostalgiques et tantôt tristes et pénibles. Je commencerai par les devoirs les plus agréables. Je voudrais tout d'abord. Monsieur le Président, vous présenter mes vœux pour vos actuelles fonctions et vous assurer de la pleine coopération de la délégation belge pendant ce mois. Je voudrais ensuite remercier l'Ambassadeur Sani pour la manière dont il a conduit nos travaux lors de la fin de la session 1981 et encore lors des consultations qui ont pris place ici en janvier, avant le début de notre session; et enfin je voudrais saluer ici tous nos nouveaux collègues dont la liste est assez longue pour que je me permette de m'abstenir de l'énumérer, et les assurer eux aussi de notre pleine coopération.

Le devoir triste, Monsieur le Président, il a déjà été évoqué je crois ce matin et encore maintenant pas l'Ambassadeur Issraélyan. Nous avons appris ce matin le décès de l'Ambassadeur de Montezemolo et je dois dire que j'ai été très peiné de cette triste nouvelle et avec nos autres collègues qui se sont déjà exprimés, je voudrais moi aussi présenter mes condoléances à la délégation italienne en demandant qu'elle transmette l'expression de notre sympathie à Mme de Montezemolo, à la Mission permanente et aux autorités italiennes. Et enfin, le devoir nostalgique, c'est le départ de l'Ambassadeur Fein. J'ai eu le grand plaisir depuis mon arrivée ici d'entretenir avec lui des contacts de travail très amicaux et très proches et je voudrais, moi aussi, lui présenter mes meilleurs vœux pour les fonctions tout à fait éminentes qui l'attendent à La Haye.

La session du Comité du désarmement qui vient de s'ouvrir s'inscrit dans la perspective de la prochaine session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. Cet événement revêt une importance toute particulière. La Belgique, qui exerce pendant ce semestre la présidence de la Communauté européenne, vient de le dire de façon solennelle quand, le 21 janvier dernier, s'adressant au Parlement européen, le Président en exercice du Conseil des Ministres de la Communauté, Monsieur Léo Tindemans, déclarait que les "résultats de la session extraordinaire seront en grande partie décisifs pour la conjoncture internationale".

Cette dernière session du Comité avant la session extraordinaire ne s'ouvre malheureusement pas sous des auspices plus prometteurs que celles de 1980 et 1981. Une fois de plus, nous devons dire à cette tribune notre déception et notre inquiétude devant le manque de modération dans le comportement de certains Etats.

(M. Onkelinx, Belgique)

La persistance de cette attitude aliène profondément le climat politique car elle ne crée pas la confiance indispensable à la réalisation de progrès dans le domaine du désarmement et du contrôle des armements.

"Seul le respect systématique des principes régissant la conduite des Etats dans leurs relations internationales permettrait d'asseoir sur une base solide l'instauration d'une détente durable, un désarmement d'une vaste portée et le maintien de la sécurité internationale."

Cette phrase que je viens de citer est tirée de l'étude des rapports entre le désarmement et la sécurité internationale qui a fait l'objet de la résolution 36/97 I de l'Assemblée générale, adoptée par consensus.

Comment, dans ces circonstances, pourrions-nous rester silencieux devant la poursuite de l'occupation étrangère en Afghanistan, et, plus récemment, devant la détérioration subite de la situation en Pologne, où l'attitude des dirigeants constitue à plus d'un égard une violation grave des principes de l'Acte final d'Helsinki.

Je souhaiterais rappeler ici les appels lancés par les divers secteurs de la communauté internationale pour qu'il soit mis fin au plus tôt à ces situations qui peuvent affecter notamment les efforts dans le domaine du désarmement.

Et pourtant, la détérioration persistante du climat international justifie plus que jamais ces efforts.

Nous avons eu l'occasion d'exprimer à plusieurs reprises les espoirs que nous mettons dans cette entreprise. Les négociations actuellement en cours à Genève sur les forces nucléaires à portée intermédiaire constituent pour mon pays un élément potentiel de progrès particulièrement important, lié aussi à l'ouverture de nouvelles négociations sur les armements nucléaires stratégiques. En effet, nous voyons dans ces entreprises la meilleure méthode d'assurer par la négociation l'équilibre des forces au niveau le plus bas possible. Nous appelons aussi de tous nos vœux la reprise de négociations dans les autres domaines qui ont fait, jusqu'à présent, l'objet de pourparlers séparés. Mais nous craignons que, si les conditions politiques défavorables auxquelles je viens de faire allusion continuent de prévaloir, les progrès que nous escomptons tant feront défaut.

Dans ce processus global que constitue le désarmement, nous estimons toujours que l'élimination des armes nucléaires ne peut se concevoir sans une réduction équilibrée des forces conventionnelles, domaine où nous attendons des progrès tant dans le cadre des Nations Unies, en application notamment de la résolution 36/97A, que dans des enceintes plus restreintes, tels les pourparlers de Vienne sur les réductions mutuelles et équilibrées des forces.

Nos espoirs résident aussi dans le Comité du désarmement. Mon pays, depuis qu'il en est devenu membre, s'est toujours efforcé de valoriser ce remarquable instrument dont s'est doté la communauté internationale.

Indépendamment de l'évolution politique du moment, j'avais suggéré à la fin de la session de 1981 du Comité que nous nous interrogeons aussi sur les causes de la stagnation de nos efforts au sein du Comité. J'avais, à ce moment, évoqué des moyens qui pourraient rendre nos travaux plus efficaces. Je voudrais les rappeler brièvement ici :

(M. Onkelinx, Belgique)

- nous concentrer davantage sur le programme de travail et éviter les querelles politico-procédurales étrangères à la vocation de négociation du Comité.  
La session de 1981 du Comité a marqué à cet égard une évolution positive qui, je le souhaite, sera confirmée cette année;
- interpréter de manière plus stricte que par le passé notre mandat de négociation, c'est-à-dire éviter aussi les débats qui relèvent davantage des enceintes délibératives internationales;
- privilégier dans la négociation - mieux que nous l'avons fait au cours des dernières années - la moindre chance de progrès, aussi minime soit-elle, c'est-à-dire prouver notre volonté commune d'aboutir.

La perspective de la session extraordinaire confère à cette session du Comité un caractère particulier. Plus que jamais, me semble-t-il, nous devrions nous efforcer de réunir toutes les conditions destinées à rendre le Comité plus efficace. Ce serait sans doute notre meilleur moyen d'affirmer la validité du Document final de la première session extraordinaire, particulièrement en son paragraphe 120, qui précise "la nécessité persistante de disposer d'un forum multilatéral unique de négociation sur le désarmement".

Nous pensons donc que le caractère particulier de cette session du Comité exige de notre part un effort d'innovation afin d'orienter nos travaux en fonction de la session extraordinaire. Dans ce contexte, il nous semble que nous devrions mettre l'accent, au cours des semaines qui vont suivre, sur l'élaboration du programme global de désarmement que nous sommes requis de soumettre à la deuxième session extraordinaire.

La convocation anticipée, au début de cette année, du groupe de travail spécial sur le Programme global de désarmement, a constitué une mesure utile, qui justifie bien tout l'intérêt d'une approche flexible dans nos décisions de procédure. L'intensification de nos travaux sur cette question a déjà permis de clarifier certaines positions, notamment en ce qui concerne le concept de phases et celui du mécanisme qui devrait articuler ce programme. Il en est résulté, me semble-t-il, un climat de plus grande compréhension des diverses thèses en présence. Encore faudrait-il que toutes les composantes du Comité s'expriment sur ces questions. A ce stade, les coauteurs du document CD/205, parmi lesquels se trouve la Belgique, ainsi que ceux du document CD/223, c'est-à-dire le Groupe des 21, ont fait des propositions précises. Il est impérieux que les délégations qui n'ont pas encore explicité leurs vues le fassent rapidement sous peine de retarder indûment nos travaux.

La tâche qui nous attend d'ici la session extraordinaire demeure particulièrement exigeante. Nous ne comprendrions pas que le Comité ne soit pas en mesure de conclure en temps utile et de manière significative ses travaux sur cette question.

Nous souhaitons par conséquent que le groupe de travail sur le Programme global de désarmement reçoive l'attention voulue de toutes les délégations et bénéficie de la priorité nécessaire pour mener à bien ses travaux.

Il est aussi d'autres domaines dans lesquels le Comité se doit de progresser en vue de la session extraordinaire parce qu'il a déjà accumulé un acquis substantiel. Il s'agit des autres questions ayant fait l'objet de groupes de travail au cours des sessions 1980 et 1981.

(M. Onkelinx, Belgique)

Nous souhaitons que ces groupes de travail soient reconduits rapidement, compte tenu une fois encore de la brièveté de cette session d'hiver.

Je voudrais évoquer en premier lieu la question des armes radiologiques. La Belgique s'est prononcée à plusieurs reprises à ce sujet tant ici à Genève que notamment lors de la trente-sixième session de l'Assemblée générale. Voici un domaine où il nous semblerait possible de faire davantage d'efforts pour rechercher les compromis nécessaires et déterminer une autre solution que celles qui sont répétées sans succès depuis près de deux ans et qui transforment notre négociation en un dialogue de sourds. La Belgique a déjà, depuis quelque temps, évoqué une nouvelle voie, particulièrement à propos de la délicate et importante question de l'interdiction d'attaques délibérées contre les installations nucléaires.

Je ne puis ici que répéter notre souhait de concilier tant le souci de ceux qui souhaitent compléter dès à présent les interdictions existantes de telles attaques et celui de ceux qui préfèrent ne pas mélanger les problèmes résultant du droit humanitaire à ceux relatifs au désarmement.

Concernant l'interdiction des armes chimiques, la Belgique espère vivement que les recommandations faites par le groupe de travail lui-même à la fin de la session de 1981, ainsi que celles contenues dans la résolution 36/96 A de l'Assemblée générale, trouvent rapidement leur effet.

Nous aurons tout d'abord à convenir pour ce groupe de travail d'un mandat révisé de façon appropriée qui permettrait au Comité de parvenir aussi rapidement que possible à un accord au sujet d'une convention sur les armes chimiques.

Les éléments d'un possible accord, tels qu'ils ont été dégagés par le groupe de travail l'an dernier et qui figurent dans le rapport du Comité à la trente-sixième session de l'Assemblée générale, devraient, en tout état de cause, constituer le point de départ de nos travaux cette année.

Au sujet des garanties de sécurité, nous comprenons l'importance qu'il convient d'attacher à la poursuite des négociations sur cette question. Le vote de la résolution 36/95 introduite lors de la dernière Assemblée générale par le Pakistan constitue un progrès par rapport aux années précédentes.

La Belgique reconnaît en effet tout l'intérêt de la recherche d'une approche commune afin d'aboutir à un accord sur des arrangements internationaux efficaces pour garantir les Etats non dotés d'armes nucléaires contre le recours ou la menace de recours aux armes nucléaires.

Mais ici aussi, nous estimons qu'il faut favoriser toute possibilité d'accord, même intérimaire, qui permettrait d'enregistrer un progrès et de créer un climat favorable en vue notamment de satisfaire progressivement les revendications des Etats non nucléaires qui ont choisi la voie du non-alignement.

C'est dans cet esprit que la Belgique et plus récemment la Suède au cours de la dernière Assemblée générale ont suggéré que le Conseil de sécurité incorpore les garanties données par les Etats nucléaires dans une résolution qui leur conférerait ainsi un statut juridique international.

(M. Onkelinx, Belgique)

Parmi les questions importantes de l'ordre du jour qui n'ont pas fait jusqu'à présent l'objet d'un groupe de travail se trouve celle de l'interdiction complète des essais nucléaires.

La Belgique a eu l'occasion de dire, lors de la dernière session de l'Assemblée générale, toute l'importance qu'elle attachait au principe d'une telle interdiction. Nous avons aussi rappelé que c'est au Comité du désarmement que revenait la tâche de déterminer, sur la base du consensus, la manière la plus appropriée de traiter cette question. La Belgique peut envisager toute décision de procédure qui nous permettrait d'aborder ce sujet de manière plus efficace que par le passé. Dans notre recherche d'une méthode de travail, nous ne devrions pas négliger non plus les possibilités d'examen du mandat du groupe d'experts sismiques.

D'autre part, la question de la prévention de la course aux armements dans l'espace extra-atmosphérique a fait l'objet d'un débat utile lors de la dernière Assemblée générale. La Belgique, qui est coauteur de la résolution 36/97 C, souhaite en conséquence que le Comité du désarmement examine lors de cette session cette question, compte tenu de ses priorités actuelles. A ce stade, nous pensons que l'organisation de réunions officielles du Comité avec l'assistance d'experts pourrait permettre un premier examen de l'ensemble du problème avec la perspective de création à terme d'un groupe spécial d'experts à l'instar de ce qui a été fait pour la détection et l'identification des événements sismiques.

Monsieur le Président, l'évocation des tâches principales que le Comité devrait accomplir d'ici la session extraordinaire montre combien nos travaux seront importants, tant en raison de leur signification politique que par leur volume. Nous devrions donc éviter le risque de dispersion si nous souhaitons faire une contribution efficace à la session extraordinaire.

Je souhaite vivement que nous puissions, sans délai, orienter nos priorités en fonction de celle-ci et nous mettre déjà dans l'esprit de conciliation et de progrès que nous attendons de la réunion de New York en juin prochain.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant de la Belgique de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a prononcées à mon égard.

M. STRUCKA (Tchécoslovaquie) (traduit du russe) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous féliciter très sincèrement de votre accession aux importantes fonctions de Président du Comité du désarmement pour ce mois-ci et de vous assurer en même temps que la délégation tchécoslovaque soutiendra pleinement vos efforts pour promouvoir des négociations sérieuses et constructives à propos des questions de désarmement.

Je voudrais également me joindre aux condoléances qui ont été adressées à la délégation italienne.

La délégation tchécoslovaque voudrait, dans sa déclaration d'aujourd'hui, traiter d'une grave question dont l'importance va croissant à l'approche de la session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement. Je veux parler de l'élaboration du Programme global de désarmement. Les Etats socialistes appuient l'initiative des pays non alignés tendant à élaborer un tel programme, initiative qui a été approuvée par l'Assemblée générale à sa première session extraordinaire consacrée au désarmement.

(M. Strucka, Tchécoslovaquie)

Ils prennent une part active aux travaux du Groupe de travail spécial que le Comité a chargé de cette question. Le Groupe des pays socialistes, comme on le sait, y a présenté près d'une quinzaine de documents de travail.

La délégation tchécoslovaque voudrait aujourd'hui, en qualité de coordonnateur du Groupe des Etats socialistes sur la question du Programme global de désarmement, présenter la position commune des délégations de la République populaire de Bulgarie, de la République populaire hongroise, de la République démocratique allemande, de la République populaire mongole, de la République populaire de Pologne, de l'Union de Républiques socialistes soviétiques et de la République socialiste tchécoslovaque sur le contenu de ce programme.

Les délégations de ces Etats sont convaincues que la solution du problème de désarmement revêt une importance universelle et historique : le désarmement est appelé à contribuer de façon décisive à prévenir la guerre et à assurer aux peuples une véritable sécurité.

Etant la garantie matérielle de la sécurité internationale, le désarmement doit représenter dans les circonstances actuelles une orientation majeure des efforts conjugués de tous les pays du monde pour vaincre la tension internationale et bâtir une paix générale et durable. La limitation des armements et le désarmement ouvrent la voie à la solution des problèmes globaux de l'humanité.

Au cours des années 1960 et 1970, certains résultats positifs ont été obtenus dans le domaine de la limitation des armements. On a conclu des accords internationaux sur l'interdiction des essais nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, sur la non-prolifération des armes nucléaires, sur l'interdiction de placer des armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol, sur l'interdiction des armes bactériologiques et sur l'interdiction d'utiliser des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires; des accords ont été réalisés sur la limitation des armements stratégiques et certaines mesures visant à renforcer la confiance en Europe ont commencé à être appliquées. Un système a été mis sur pied pour mener des négociations au sujet des questions de désarmement sur une base multilatérale et sur une base bilatérale. Tout cela montre que des mesures réelles de limitation des armements sont possibles et praticables. Ce qui a été fait constitue un bon point de départ pour de nouveaux pas en avant vers la limitation des armements et le désarmement.

Lors de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrée au désarmement, tous les Etats Membres de l'Organisation ont approuvé un ensemble de tâches et de mesures concrètes ayant pour objectif la limitation de la course aux armements et le désarmement, et elles gardent toute leur actualité.

Vers la fin des années 1970 et au début des années 1980, l'accumulation des armements a repris avec une vigueur nouvelle. Tout en encourageant la course aux armements, certains mettent en avant des doctrines qui proclament l'"admissibilité" et l'"acceptabilité" d'une guerre nucléaire, et justifient la recherche d'une supériorité militaire. On ravive l'hystérie guerrière, on attise l'animosité et la haine dans les rapports entre les Etats et entre les peuples. Ces actions ont conduit à l'interruption des négociations sur des aspects très importants de la limitation de armements.

L'accumulation des armements représente un danger mortel pour la civilisation; elle menace de conduire dans une impasse les efforts visant à résoudre des problèmes

internationaux d'une importance vitale dans les domaines de l'économie, du développement social, de la culture, de la santé et de la protection de l'environnement.

Il est aujourd'hui particulièrement urgent de réduire l'ampleur de la course aux armements et de la freiner, car les instruments de guerre connaissent de profonds changements. On met au point des armes et des systèmes d'armes, surtout de destruction massive, qualitativement nouveaux dont le contrôle et, par conséquent, la limitation et l'interdiction convenues peuvent devenir plus difficiles, voire impossibles. Le développement de la technologie militaire a en permanence un effet destabilisant sur la situation mondiale et accroît le risque de guerre.

On peut et on doit mettre un terme à la course aux armements.

Pour y parvenir, il faut élaborer et appliquer des programmes de mesures urgentes et radicales qui non seulement arrêteraient la course aux armements dans les diverses orientations qu'elle empreinte, mais ouvriraient aussi la voie vers l'objectif essentiel qu'est le désarmement général et complet.

Le Programme global de désarmement devrait être constitué d'un ensemble de mesures convenues visant à faire cesser la course aux armements et à réaliser par étapes un désarmement véritable dans des délais déterminés. La décision d'élaborer ce Programme, prise lors de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement, est l'expression de la volonté des peuples de mettre un terme à la course aux armements.

En ce qui concerne les objectifs du Programme global de désarmement, les pays socialistes considèrent que les objectifs immédiats de ce Programme doivent être la prévention d'une catastrophe nucléaire et l'application de mesures urgentes qui arrêteraient la course aux armements et ouvriraient la voie à une paix durable. L'objectif ultime est la réalisation d'un désarmement général et complet sous un contrôle international efficace.

La mise en oeuvre des mesures prévues par le Programme devrait contribuer à renforcer la sécurité internationale et celle de chaque Etat. Une sécurité véritable ne peut être assurée que par la limitation, la réduction et l'élimination des armements, grâce au désarmement.

L'un des principaux objectifs du Programme doit être de renforcer et de développer tout ce qui a été accompli jusqu'ici de positif pour freiner la course aux armements.

L'exécution du Programme global du désarmement devrait contribuer à préserver et à approfondir le processus de relâchement de la tension internationale, à renforcer les bases de la coexistence pacifique des Etats ayant des régimes sociaux différents et à développer la confiance et la coopération entre ces Etats.

Le Programme global de désarmement doit sans aucun doute comporter un chapitre consacré aux principes. Tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies doivent réaffirmer leur adhésion aux objectifs de la Charte et leur engagement d'observer strictement les principes qui y sont énoncés en élaborant et en appliquant des mesures de limitation des armements et de désarmement, et aussi de prendre en compte les dispositions pertinentes du Document final de la première session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement.



(II. Strucka, Tchécoslovaquie)

Avant toute chose, les négociations doivent être axées sur la limitation et l'arrêt de l'accroissement quantitatif et du perfectionnement qualitatif des armements, en particulier des armes de destruction massive, et de la création de nouveaux moyens de guerre, pour que finalement les réalisations de la science et de la technique ne puissent plus être utilisées qu'à des fins pacifiques. Il n'est pas un seul type d'arme qui ne doive être interdit et supprimé sur une base mutuellement concertée.

Tous les Etats, et en premier lieu les Etats dotés d'armes nucléaires et les autres Etats militairement importants, ont le devoir de participer aux efforts dans le domaine du désarmement. A aucun stade du processus de réduction constante du niveau de la puissance nucléaire l'équilibre existant dans ce domaine doit être rompu.

Parallèlement à la limitation et à la réduction des armements nucléaires, des réductions doivent être opérées dans le domaine des armements classiques. Les Etats ayant les arsenaux militaires les plus importants ont une responsabilité particulière dans ce processus.

L'adoption de mesures de désarmement doit s'effectuer sur une base équitable et équilibrée, afin de garantir le droit de chaque Etat à la sécurité et d'éviter qu'un Etat ou groupe d'Etats ne s'assure une prépondérance par rapport aux autres Etats à une étape quelconque de l'exécution du Programme. A chaque étape, l'objectif doit être d'éviter toute menace à la sécurité dans le contexte d'une réduction aussi forte que possible des armements et des forces armées.

Le principe de l'égalité et d'une sécurité égale doit être strictement respecté.

Le processus de limitation des armements et de désarmement doit être continu.

Les Etats doivent s'abstenir de toute action qui risquerait d'affecter défavorablement les efforts dans le domaine du désarmement et adopter une attitude constructive pour ce qui est de la conclusion d'accords.

Il va sans dire que le Programme global doit comprendre des mesures de limitation des armements et de désarmement, dont la mise en oeuvre aurait pour objectif final le désarmement général et complet. Ces mesures comprendraient les éléments suivants :

1. Armes nucléaires

A) Renonciation des Etats nucléaires à l'utilisation en premier des armes nucléaires.

B) Arrêt de la fabrication de tous les types d'armes nucléaires et réduction graduelle de leurs stocks jusqu'à leur élimination complète, et ouverture immédiate à cette fin de négociations appropriées auxquelles devraient participer tous les Etats dotés d'armes nucléaires. Comme il ressort des propositions précédemment faites par les pays socialistes, l'arrêt de la fabrication des armes nucléaires doit impliquer celui de la fabrication de leurs vecteurs et de la production de matières fissiles à des fins d'armement; à titre de première mesure, il conviendrait de passer à l'examen des étapes possibles du désarmement nucléaire et de leur contenu approximatif, en particulier du contenu de la première étape. L'une des mesures à prendre au cours de cette étape doit être l'arrêt de la mise au point et du déploiement de nouveaux types et de nouveaux systèmes d'armes nucléaires; parallèlement, des mesures doivent être prises pour renforcer les garanties politiques et de droit international de la sécurité des Etats.

(M. Strucka, Tchécoslovaquie)

C) Nouvelles limitations et réductions des armements stratégiques, tant quantitatives que qualitatives.

D) Conclusion d'un traité sur l'interdiction générale et complète des essais d'armes nucléaires.

E) Conclusion d'une convention sur l'interdiction de la fabrication, du stockage, du déploiement et de l'utilisation des armes nucléaires à neutrons.

F) Adoption de nouvelles mesures pour prévenir la prolifération des armes nucléaires et, à cette fin, participation universelle des Etats au Traité sur la non-prolifération des armes nucléaires, dans le contexte d'une coopération internationale pour l'utilisation pacifique de l'énergie nucléaire.

G) Conclusion d'une convention sur le renforcement des garanties de la sécurité des Etats non nucléaires; à titre de première mesure, publication par les puissances nucléaires de déclarations identiques quant à leur contenu sur la renonciation à utiliser des armes nucléaires contre des Etats qui renoncent à la fabrication et à l'acquisition d'armes nucléaires et n'ont pas de telles armes sur leur territoire, et approbation de ces déclarations par le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies.

H) Conclusion d'un accord sur la non-implantation d'armes nucléaires sur le territoire des Etats où il n'y en a pas actuellement; renonciation des Etats dotés d'armes nucléaires à toute nouvelle mesure visant à implanter des armes nucléaires sur le territoire d'autres Etats.

I) Création de zones exemptes d'armes nucléaires dans différentes régions du monde.

2. Armes chimiques et autres types d'armes de destruction massive

A) Renonciation à la fabrication et au déploiement d'armes binaires et d'autres nouveaux types d'armes chimiques, ainsi qu'à l'implantation d'armes chimiques dans des pays où il n'y en a pas actuellement.

B) Conclusion d'une convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes chimiques et sur la destruction de leurs stocks.

C) Conclusion d'un accord général sur l'interdiction de la mise au point et de la fabrication de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive, ainsi que d'accords sur l'interdiction de tels ou tels nouveaux types ou systèmes particuliers de telles armes. A titre de première mesure vers la conclusion d'un accord général, comme l'ont déjà proposé les Etats socialistes, les Etats membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et les autres Etats militairement importants devraient faire des déclarations analogues quant à leur contenu sur la renonciation à créer de nouveaux types et systèmes d'armes de destruction massive, déclarations qui seraient approuvées par une décision du Conseil de sécurité.

D) Conclusion d'un traité sur l'interdiction des armes radiologiques.

3. Prévention de l'extension de la course aux armements aux espaces en voie d'être nouvellement conquis par l'homme

A) Conclusion d'un traité sur l'interdiction de placer quelque type d'arme que ce soit dans l'espace extra-atmosphérique.

(M. Strucka, Tchécoslovaquie)

B) Nouvelles mesures visant à empêcher la transformation de l'espace extra-atmosphérique en zone de confrontation militaire.

C) Nouvelles mesures visant à prévenir la course aux armements sur le fond des mers et des océans et dans leur sous-sol.

D) Nouvelles mesures visant à interdire l'utilisation des techniques de modification de l'environnement à des fins militaires ou toutes autres fins hostiles.

#### 4. Forces armées et armements de type classique

A) Renonciation, de la part des puissances membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et des pays qui leur sont liés par des accords militaires, à l'accroissement des forces armées et des armements du type classique, en tant que première mesure en vue d'une réduction subséquente des forces armées et des armements classiques.

B) Réduction des forces armées et des armements classiques.

C) Limitation de la vente et des livraisons d'armes classiques.

D) Nouvelles mesures de limitation ou d'interdiction d'utiliser certains types d'armes classiques qui peuvent être considérés comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination.

#### 5. Mesures régionales

A) Elargissement des mesures propres à renforcer la confiance dans le domaine militaire, contenues dans l'Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, et réalisation d'un accord sur de nouvelles mesures de confiance et de désarmement. Convocation à cette fin d'une conférence sur la détente militaire et le désarmement en Europe.

B) Réduction mutuelle des forces armées et des armements en Europe centrale, ainsi que sur une base régionale dans d'autres régions du monde.

C) Renonciation à l'élargissement des groupements militaires et politiques existants et à la création de nouveaux groupements de ce type.

D) Suppression de la division de l'Europe en alliances politico-militaires et, à titre de première mesure, suppression des organisations militaires des deux groupements, en commençant par une réduction mutuelle des activités militaires.

E) Conclusion entre tous les Etats participant à la Conférence paneuropéenne d'un traité sur le non-emploi en premier l'un contre l'autre d'armes nucléaires aussi bien que classiques.

F) Limitation et réduction du niveau de présence et d'activité militaires dans certaines régions : océan Atlantique, océan Pacifique, mer Méditerranée, région du golfe Persique.

G) Transformation du bassin de la mer Méditerranée en une zone de paix et de coopération durables : extension à cette région des mesures propres à renforcer la confiance dans le domaine militaire, réduction convenue des forces armées, retrait des navires porteurs d'armes nucléaires, renonciation à l'implantation d'armes

(M. Strucka, Tchecoslovaquie)

nucléaires sur le territoire des pays méditerranéens non nucléaires, engagement des puissances nucléaires de ne pas utiliser d'armes nucléaires contre tout pays méditerranéen qui n'autorise pas l'implantation de telles armes sur son territoire.

H) Limitation et réduction subséquente de l'activité militaire dans l'océan Indien; création d'une zone de paix dans cette région.

I) Elaboration de mesures propres à renforcer la confiance en Extrême-Orient et organisation de négociations à cette fin entre tous les pays intéressés.

J) Conclusion d'une convention sur la renonciation mutuelle à l'agression et au recours à la force dans les relations entre les Etats d'Asie et de l'océan Pacifique.

K) Création d'une zone de paix et de stabilité en Asie du Sud-Est.

L) Retrait des troupes des territoires étrangers et liquidation des bases militaires étrangères.

#### 6. Mesures connexes et autres

A) Conclusion d'un Traité mondial sur le non-recours à la force dans les relations internationales.

B) Nouvelles mesures pour prévenir l'utilisation non autorisée ou accidentelle d'armes nucléaires.

C) Mesures pour écarter la possibilité d'une attaque par surprise.

D) Adhésion aux accords internationaux existants sur la limitation de la course aux armements et le désarmement de tous les Etats qui n'y ont pas encore adhéré.

#### 7. Réduction des dépenses militaires

A) Réduction, en valeur absolue et en pourcentage, des budgets militaires des Etats membres permanents du Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies et des autres Etats militairement importants.

B) A titre de premier pas vers la réalisation de cette mesure, un gel des budgets militaires.

La réalisation des mesures énumérées ci-dessus contribuerait à résoudre les problèmes mondiaux de l'humanité. Avant tout, nous voudrions faire observer que la limitation des armements et le désarmement constituent par eux-mêmes un problème mondial d'une importance capitale. La réalisation de mesures dans ce domaine est la clef de la porte débouchant sur la garantie d'une sécurité internationale, une condition importante du développement économique et social de tous les Etats, un préalable nécessaire à la solution des problèmes que posent la protection et la conservation de l'environnement et d'autres problèmes mondiaux.

Des rapports étroits existent entre le désarmement et le développement. Le désarmement peut et doit apporter une contribution efficace à la restructuration des relations économiques internationales sur une base équitable et démocratique et à

(M. Strucka, Tchécoslovaquie)

l'instauration d'un nouvel ordre économique international, notamment par le transfert de ressources affectées à des fins militaires au profit des objectifs du développement, en particulier ceux des pays en développement.

Les ressources libérées par l'arrêt de la fabrication des armes nucléaires et la réduction de leurs stocks ne doivent pas être utilisées pour d'autres rubriques de dépenses des budgets militaires des Etats nucléaires.

La répartition des moyens qui seraient défalqués au profit des pays en développement doit se faire sur une base équitable, compte tenu des nécessités et des besoins les plus urgents des pays bénéficiaires de l'aide et sans discrimination aucune. Un comité spécial de répartition de ces ressources pourrait être créé à cette fin.

Pour ce qui est des délais et de l'ordre de réalisation du Programme, les pays socialistes estiment qu'en raison de l'urgence des tâches qu'il englobe, le Programme global de désarmement devrait être réalisé dans un délai aussi bref que possible. Chaque gouvernement a le devoir de faire preuve de la volonté politique nécessaire pour accomplir cette tâche historique.

Le Programme global de désarmement doit être réalisé par étapes, afin d'assurer de la façon la plus efficace et rapide un affaiblissement de la menace de guerre et son élimination subséquente, une réduction constante du niveau de confrontation suivie d'une limitation et d'une réduction de tous les armements nucléaires, classiques et autres, jusqu'à leur élimination complète.

A chaque étape, des actions parallèles sont possibles en ce qui concerne les différentes orientations de la limitation des armements et du désarmement : mesures partielles ou générales dans tels ou tels domaines des armements; paramètres quantitatifs et qualitatifs des armements et des forces armées; mesures à l'échelle mondiale et régionale; mesures propres à accroître la confiance dans le domaine militaire et mesures susceptibles de renforcer les garanties politiques et de droit international de la sécurité des Etats.

En premier lieu, l'attention doit se porter sur les mesures visant à écarter la menace d'une guerre nucléaire et à maîtriser la course aux armements nucléaires. Il faut, à cette fin, reprendre au plus vite les négociations interrompues et intensifier les négociations en cours sur la limitation des armements, de façon à les conclure par des accords appropriés. Il faut simultanément s'employer à régler d'autres questions urgentes, afin d'amorcer un tournant dans la cessation de la course aux armements et engager un processus de désarmement véritable. Le non-aboutissement, pour telle ou telle raison, des négociations en cours sur certaines questions ne saurait justifier le report des négociations sur d'autres questions.

Dans l'élaboration du Programme global de désarmement, l'attention est attirée sur la nécessité d'assurer le contrôle de la limitation des armements et du désarmement. Nous considérons à ce sujet que des accords sur la limitation des armements et le désarmement doivent prévoir un contrôle adéquat et fiable de leur application, de façon à assurer le respect des accords par toutes les parties. Les formes et modalités du contrôle dépendent des objectifs, de la portée et du caractère de chaque accord concret.

(M. Strucka, Tchécoslovaquie)

Les questions de contrôle doivent être discutées et résolues en parallèle et en liaison organique avec l'examen des problèmes concrets de désarmement, et non pas séparément.

L'expérience accumulée montre que les moyens techniques nationaux fournissent une base fiable pour contrôler l'application des accords. Là où c'est nécessaire, il convient de conjuguer diverses méthodes de vérification et d'autres procédures de contrôle, notamment des procédures internationales, sur une base volontaire. Le renforcement de la confiance favoriserait l'application de mesures supplémentaires de contrôle.

Une condition préalable très importante à la réalisation de telle ou telle mesure convenue dans le domaine de la limitation des armements et du désarmement est l'existence chez les gouvernements de la volonté politique nécessaire; les difficultés techniques du contrôle ne doivent pas servir de prétexte pour refuser de rechercher des accords sur des mesures visant à faire cesser la course aux armements.

Nous sommes convaincus que le Programme global de désarmement doit stimuler un large développement d'efforts collectifs et constructifs dans ce domaine, sur la base de la Déclaration sur la coopération internationale pour le désarmement, ainsi que la reprise et l'intensification des négociations menées ces dernières années et aujourd'hui interrompues. Il faut utiliser plus activement toutes les possibilités existantes de négociation, multilatérale et bilatérale. Il convient d'accroître l'efficacité de l'organe multilatéral unique de négociation sur le désarmement, c'est-à-dire du Comité du désarmement, en particulier en améliorant l'organisation de ses travaux.

La convocation d'une Conférence mondiale du désarmement, forum international où la participation des Etats serait la plus large possible, aurait une signification exceptionnelle pour l'adoption de mesures effectives sur la cessation de la course aux armements.

L'Organisation des Nations Unies, qui assume une responsabilité primordiale et joue un rôle central dans le domaine du désarmement, doit encourager toutes les mesures dans ce domaine. Il importe que l'Organisation soit régulièrement informée sur les résultats des négociations et l'application du Programme global de désarmement, et sur tous les efforts déployés dans le domaine du désarmement en dehors de sa compétence, sans que le progrès de ces négociations s'en trouve entravé.

Les conférences d'examen du fonctionnement des accords sur la limitation des armements et le désarmement contribuent grandement à assurer la viabilité et l'efficacité de ces accords. Compte tenu de l'utile expérience que l'on a dans ce domaine, il pourrait être bon de prévoir la possibilité d'un examen périodique de l'application du Programme global de désarmement.

Des sessions extraordinaires de l'Assemblée générale des Nations Unies consacrées au désarmement peuvent être réunies en fonction des besoins.

Le Programme global de désarmement doit sans aucun doute prévoir la participation du public aux efforts de désarmement. La communauté mondiale est appelée à jouer un grand rôle dans l'application du Programme. L'Organisation des Nations Unies doit l'aider à prendre conscience des dangers de la course aux armements et de toutes ses conséquences.

(M. Strucka, Tchécoslovaquie)

Il importe de montrer les conséquences mortelles qu'aurait une guerre nucléaire pour l'humanité. Il faut pour cela créer un comité international ayant l'autorité nécessaire, qui montrerait la nécessité vitale de prévenir une catastrophe nucléaire. Une campagne mondiale pour le désarmement, le recueil de signatures pour appuyer les mesures visant à prévenir une guerre nucléaire, pour la limitation de la course aux armements et le désarmement et pour l'application des principes de la Déclaration des Nations Unies sur la préparation des sociétés à vivre dans la paix, auraient un grand retentissement. Tous les Etats doivent prendre des mesures pour interdire la propagande belliciste sous toutes ses formes.

Le Programme global de désarmement, répondant aux exigences vitales d'aujourd'hui est aussi tourné vers l'avenir. La génération actuelle ne doit pas seulement assurer au monde une vie paisible pendant les deux dernières décennies de ce siècle, elle doit aussi garantir à l'humanité d'entrer dans le troisième millénaire dans des conditions de paix et de sécurité générales.

Telle est la position du groupe des pays socialistes, au nom desquels je parle, sur la question du Programme global de désarmement. Comme nous l'avons déjà dit, nous préconisons des mesures concrètes de désarmement par étapes. C'est cette approche progressive qu'ont adoptée nos délégations au Groupe de travail. Les tâches à accompli et les mesures à prévoir à chacune de ces étapes font l'objet de négociations au Groupe de travail. Dans ces négociations, nous partons premièrement de l'idée que le Programme global de désarmement doit être appliqué dans les délais les plus courts possibles et, deuxièmement, nous considérons les possibilités réelles d'application de telle ou telle mesure.

Les Etats socialistes ont déjà présenté cette année au Groupe de travail des documents de travail fondés sur les principes que je viens d'exposer. Mais nous estimons que, puisque les propositions soumises par le Groupe des 21 coïncident largement avec les positions convenues des pays socialistes, il n'est pas nécessaire de soumettre des formulations faisant double emploi avec ces propositions des pays non alignés. C'est pourquoi, dans plusieurs cas, nous avons jugé possible de nous borner à apporter quelques additions aux documents de travail présentés par le Groupe des 21. Les pays socialistes ont l'intention de continuer à jouer un rôle constructif dans les travaux du Groupe de travail spécial sur un programme global de désarmement, avec pour objectif d'accélérer au maximum l'élaboration en commun d'un projet de programme, de façon que le Comité du désarmement puisse le soumettre à l'Assemblée générale des Nations Unies à temps pour la deuxième session extraordinaire consacrée au désarmement.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant de la Tchécoslovaquie de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a prononcées à mon égard.

M. de la GORCE (France) :

Monsieur le Président,

La délégation française souhaite tout d'abord vous adresser ses félicitations et ses vœux. Elle est convaincue que, sous votre conduite, le Comité saura établir, de façon satisfaisante, les bases de son travail pour sa quatrième session annuelle. Je voudrais également exprimer au distingué représentant de l'Indonésie, l'Ambassadeur Sani, notre reconnaissance pour la haute compétence et la grande courtoisie avec laquelle il a dirigé nos discussions dans la phase finale de notre dernière session. Je tiens, d'autre part, à adresser à la délégation italienne

(M. de la Gorce, France)

l'expression de mes condoléances très émues à l'occasion de la disparition de l'Ambassadeur Cordero di Montezemolo. C'est avec une profonde tristesse que nous avons appris cette nouvelle. Je serais reconnaissant à la délégation italienne de bien vouloir faire part à Mme de Montezemolo de la respectueuse sympathie de la délégation française. Enfin, Monsieur le Président, je voudrais dire à notre distingué collègue des Pays-Bas, l'Ambassadeur Fein, tout le regret que nous inspire son départ. L'Ambassadeur Fein a apporté à nos travaux, depuis l'établissement du Comité, un concours particulièrement important. Je garderai un souvenir très fidèle de la coopération si amicale, et si précieuse pour moi, que nous avons entretenue. La délégation française lui adresse ses vœux les plus chaleureux pour le succès de l'importante mission qui lui est désormais confiée, ainsi que pour son bonheur personnel.

Monsieur le Président, les travaux que nous ouvrons aujourd'hui seront marqués par une échéance importante : la réunion en juillet prochain de la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée au désarmement. Celle-ci offrira à la communauté internationale l'occasion d'établir un bilan de l'entreprise du désarmement, quatre ans après les recommandations adoptées en 1978. Ce bilan portera en particulier sur l'oeuvre de notre Comité, qui devra à cet effet présenter un rapport d'ensemble sur son action.

Quelques mois seulement nous séparent de cette rencontre. C'est un délai bien court qui ne permet guère d'espérer des progrès de grande portée; mais il est sans doute suffisant pour permettre aux Etats engagés dans l'oeuvre du désarmement de manifester de façon concrète leur volonté d'action et d'obtenir ainsi quelques résultats dans les négociations en cours. Le sentiment de l'urgence, la pression du temps, doivent y contribuer, et plus encore le souci, éprouvé par tous, d'améliorer les conditions dans lesquelles se réunira la session extraordinaire : il s'agit d'assurer un certain retour de confiance et de sauvegarder le crédit du système institutionnel établi en 1978. A cet égard, l'enjeu est de grande importance pour le Comité du désarmement, pièce maîtresse du système en tant qu'organe de négociation.

Cependant, le succès de la deuxième session extraordinaire, l'ouverture de perspectives meilleures pour le désarmement ne dépendent pas seulement des efforts exercés ici ou ailleurs dans les négociations.

En effet, nous ne sommes pas de ceux qui pensent que des négociations, sur le désarmement ou sur le contrôle des armements, puissent s'engager ou progresser indépendamment de la situation internationale.

Déjà, l'an dernier, et l'année précédente, cette situation a pesé sur nos travaux. Il en est de même aujourd'hui. Le recours à la force se poursuit dans diverses régions du monde : au Proche-Orient, en Asie du Sud-Est, en Afrique. L'Afghanistan demeure occupé par les forces soviétiques en dépit de condamnations internationales répétées; ces forces ont été récemment accrues. Les attaques contre les populations civiles, qui ont amené un Afghan sur cinq à chercher refuge à l'extérieur, se poursuivent.

De nombreux témoignages de médecins et d'organisations humanitaires continuent de nous parvenir, détaillant en particulier les effets des bombardements sur la population civile, ainsi que les mutilations infligées par les mines disséminées par hélicoptère. Parce qu'elle constitue une violation des principes reconnus de la communauté internationale en dehors desquels il n'est pas de sécurité possible pour les Etats, l'occupation persistante de ce pays - un pays traditionnellement neutre, et non aligné - par les forces soviétiques, ne peut qu'obérer le climat de confiance minimale nécessaire à l'aboutissement des négociations sur le désarmement.



(M. de la Gorce, France)

Depuis notre dernière session, les événements de Pologne ont marqué une nouvelle dégradation de la situation internationale. La réunion de Madrid, qui reprendra dans quelques jours, sera pour le Gouvernement français l'occasion de réitérer sa condamnation sans équivoque de la violation des principes de l'Acte final d'Helsinki que constituent les mesures répressives adoptées en Pologne, à la suite des événements du 13 décembre, avec le soutien matériel et politique de l'Union soviétique. Au lendemain de ces événements, les dix ministres de la communauté européenne constataient déjà "les graves pressions extérieures et la campagne menée par l'URSS et d'autres pays de l'Est contre l'effort de renouveau de la Pologne".

Si nous attachons une telle importance à l'affaire de Pologne, c'est que, là encore, les principes mêmes qui fondent la sécurité et la coopération entre les Etats sont transgressés; la confiance - qui est la condition même du désarmement - en est profondément affectée.

Ainsi, devons-nous constater à regret que notre session annuelle s'ouvre une fois de plus dans des conditions défavorables : une situation internationale dégradée; la persistance de déséquilibres qui mettent en cause la sécurité; l'accélération de la course aux armements.

C'est en tenant compte de ces facteurs que la France, par la voix du Président de la République, a confirmé sa détermination d'agir en sorte que par la négociation se trouve restauré, notamment en Europe, l'équilibre, au niveau le plus bas possible.

Quant au Comité du désarmement, le Gouvernement français souhaite que la session qui s'ouvre puisse aboutir à des progrès concrets sur la voie d'accords vérifiables et la délégation française réaffirme à cette occasion la priorité qu'elle attache à la négociation sur les armes chimiques.

En effet, quelles que soient les circonstances, le Comité du désarmement doit remplir le mandat que la communauté internationale lui a confié. Il dispose désormais d'une expérience appréciable et des méthodes appropriées. Certes, les résultats de la dernière session sont limités, mais un travail considérable et de grande qualité a été accompli et il fournit une base précieuse pour la reprise de nos discussions. La délégation française tient à redire à ce propos son appréciation de la tâche accomplie par les groupes de travail et ses remerciements à leurs présidents.

Notre premier soin cette année, devrait être de rétablir les quatre groupes qui ont fonctionné lors des deux précédentes sessions. Le principe d'une telle décision, le choix des présidents, ne sont pas de nature, pensons-nous, à soulever des questions. Quant aux mandats, seul celui du groupe sur les armes chimiques doit être réexaminé, et selon nous, notablement élargi. Il convient en effet, de l'adapter à une phase de la négociation qui a déjà été substantiellement engagée; le principe d'une révision appropriée a d'ailleurs fait, l'an dernier, l'objet d'un accord au sein du Groupe de travail.

Sur le fond des questions qui seront inscrites à notre ordre du jour et à notre programme de travail, la session qui s'ouvre appelle de notre part des efforts accrus, dans des délais très courts, compte tenu de l'échéance de la session extraordinaire.

Le programme global de désarmement tient cette année une place particulière dans nos travaux. Il est inutile, en effet, de souligner son importance pour le succès de la session extraordinaire. La délégation française a exprimé à maintes reprises ses vues sur cette question, notamment à l'issue des travaux de notre dernière session.

(M. de la Gorce, France)

Elle n'y renviendra pas aujourd'hui, se bornant à souhaiter que les travaux en cours, menés d'ailleurs avec beaucoup d'activité, aboutissent en temps utile, à un accord sur un texte équilibré et crédible qui tienne pleinement compte des multiples conditions de l'entreprise du désarmement. Compte tenu de l'urgence de cette tâche, il serait approprié d'aménager nos travaux de manière à allouer un temps suffisant au groupe de travail qui en est chargé.

La négociation du traité sur les armes chimiques est, pour nous, l'une des tâches fondamentales et prioritaires du Comité. De grandes difficultés demeurent, notamment en ce qui concerne le champ d'application et la vérification. Les réponses données à ces deux questions se conditionnent réciproquement; nous ne devons donc pas attendre la constatation d'un accord sur le champ d'application pour aborder la négociation sur les dispositions relatives à la vérification. Celle-ci constitue, en effet, un aspect capital de la Convention. Nous souhaitons qu'elle soit discutée à fond au cours de cette session. Nous espérons que des progrès suffisants seront accomplis dans les mois qui viennent pour que le Comité puisse présenter, lors de la session extraordinaire, des résultats appréciables, sous la forme d'éléments d'une future convention.

Quant à la question des armes radiologiques, elle n'est pas considérée comme prioritaire par plusieurs d'entre nous, mais elle relève incontestablement du mandat du Comité; de plus, il n'est pas interdit de penser que son objet puisse prendre plus d'importance, compte tenu de possibles développements technologiques. Enfin, il s'agit là d'un exemple de ces accords spécifiques visant à prévenir l'apparition de nouvelles armes de destruction massive. A ce titre, il relève de la méthode que nous estimons appropriée pour traiter du problème posé par ces armes.

Les difficultés qui ont bloqué la négociation découlent des tentatives que l'on sait pour inclure dans celle-ci des questions extérieures à son objet propre, qu'il s'agisse de préjuger la solution d'autres problèmes, tel l'usage des armes nucléaires et le désarmement nucléaire, ou de résoudre des problèmes qui relèvent d'un autre domaine du droit international, telle l'interdiction des attaques contre les installations nucléaires civiles. Sans contester l'importance de ces sujets, la délégation française souhaite que le Groupe de travail s'en tienne aux termes précis de son mandat et parvienne à conclure avant la session extraordinaire.

En ce qui concerne les assurances négatives de sécurité, la délégation française entend poursuivre sa participation à l'exploration des voies qui pourraient conduire à une approche commune. Elle conserve tout son intérêt pour cette question; elle s'est félicitée en particulier de l'adoption de la résolution proposée par le Pakistan à la dernière session de l'Assemblée générale des Nations Unies, et à laquelle elle a apporté son soutien.

Les deux premiers points de notre ordre du jour, relatifs aux questions nucléaires, ne sont pas traités en groupe de travail, mais ils ont fait l'objet l'an dernier de discussions utiles et sérieuses, lors de séances officieuses de notre Comité. Ces discussions ont fait ressortir la complexité des problèmes et la diversité des positions en ce qui concerne les perspectives et l'organisation de négociations.

Compte tenu de l'importance essentielle des aspects nucléaires du désarmement, la délégation française attache une très grande valeur à ces discussions et estime qu'elles doivent être poursuivies sur le fond afin d'explorer les possibilités de progrès. Elle espère que la présente session permettra d'apporter une contribution utile à cette recherche.

(M. de la Gorce, France)

Deux points nouveaux figurent à l'ordre du jour de notre session : la cessation de la course aux armements dans l'espace, et notre rapport à la session extraordinaire.

En ce qui concerne l'espace, la résolution de l'Assemblée générale dont nous sommes co-auteurs stipule un examen prioritaire de la question des systèmes anti-satellites. Nous espérons que cet examen pourra s'engager au cours de la première partie de la session.

Quant au rapport que nous devons présenter à la session extraordinaire, la délégation française pense qu'il doit différer par son caractère et son objet de ceux que nous présentons chaque année à l'Assemblée générale. Il devrait, selon nous, présenter un tableau des travaux du Comité, sujet par sujet, depuis notre première session en 1979.

Il devrait essentiellement porter sur les résultats, et dans l'exposé des difficultés, se borner à une brève analyse, sans chercher à refléter l'ensemble des discussions et des positions. Le rapport pourrait enfin présenter les conclusions que le Comité jugerait appropriées quant à ses tâches à venir, ses méthodes et sa composition. Au total, pensons-nous, il devrait s'agir d'un document relativement simple et bref. Il ne serait d'ailleurs ni possible, ni souhaitable pour nous de consacrer trop de temps à son élaboration.

Pour conclure, Monsieur le Président, la délégation française tient à affirmer son entier engagement au service des buts que nous poursuivons ici; le Gouvernement français issu des élections du 10 mai attache une importance prioritaire à la cause du désarmement. Il entend que celui-ci serve à la fois les deux grands objectifs de la coopération internationale : la sécurité, le progrès économique et social, notamment au profit des moins favorisés.

Nous nous efforcerons d'apporter à cette cause notre pleine contribution.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je remercie le distingué représentant de la France de sa déclaration et des paroles aimables qu'il a prononcées à mon égard.

La liste des orateurs pour aujourd'hui est à présent épuisée. Avant de parler brièvement de quelques questions pendantes, je donne la parole au distingué représentant de la Pologne, M. l'Ambassadeur Sujka, dans l'exercice de son droit de réponse.

M. SUJKA (Pologne) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, j'aurai une possibilité de vous féliciter plus tard, lorsque je prendrai la parole au cours de notre débat. Pour l'instant, je crois devoir attirer l'attention du Comité sur les tentatives qui sont faites ici pour interpréter de façon erronée les événements et les faits concernant la vie dans mon pays et pour induire en erreur les membres du Comité quant au rôle de la Pologne dans la détérioration du climat international, mon pays étant prétendument à l'origine de complications et d'obstacles pour des pourparlers constructifs sur le désarmement.

J'interviens pour qu'il soit pris acte de ce que le fait d'évoquer dans ce forum les affaires totalement intérieures de mon pays, ainsi que les fausses interprétations des événements qui s'y déroulent, ne sont qu'un prétexte pour détourner l'attention des tâches essentielles et réglementaires du Comité, ainsi que de la nouvelle orientation vers l'intensification des armements récemment adoptée et mise en application.

(M. Sujka, Pologne)

Le fait de soulever dans ce forum la question des affaires de mon pays sera considéré par ma délégation comme une ingérence flagrante dans les affaires intérieures de la Pologne et, en tant que tel, comme un geste inamical. Je me réserve le droit de prendre position, à un stade ultérieur, au sujet de toute intervention que ma délégation considérera comme présentant ce caractère.

Présentement, et en ce qui concerne la teneur des déclarations faites par deux délégations, à savoir par les distingués représentants des Pays-Bas et de la France, j'aimerais m'en tenir à un très bref extrait d'une déclaration faite par mon Premier Ministre au cours de la séance du 25 janvier de notre Parlement :

"... Nous rejetons l'insinuation selon laquelle la décision de décréter la loi martiale nous aurait été imposée et inspirée. Des tentatives sont faites pour répandre la conviction qu'un pays socialiste et souverain dont l'histoire en tant qu'Etat est vieille de mille ans, un pays qui possède une puissante armée, est un enfant qu'on conduit par la main."

M. ISSRAELIAN (Union des Républiques socialistes soviétiques) (traduit du russe) : Monsieur le Président, dans certaines interventions, en particulier dans celle de la délégation française, des accusations calomnieuses ont été portées aujourd'hui contre la République populaire de Pologne et l'Union soviétique. La délégation soviétique ne peut les laisser sans réponse. Nous rejetons fermement et de façon catégorique les élucubrations tendant à attribuer à l'Union soviétique une responsabilité dans la proclamation de la loi martiale en Pologne, ainsi que les insinuations relatives à la situation en Afghanistan.

Les déclarations antipolonoises et antisoviétiques faites aujourd'hui au Comité confirment la justesse de la conclusion que les adversaires de la détente s'efforcent maintenant ouvertement de rompre les liens mutuellement avantageux établis au cours de plusieurs décennies entre les peuples européens dans le domaine du commerce, de la science, de la technique, de la culture et dans d'autres secteurs, et d'empoisonner l'atmosphère partout où se déroulent des négociations sur les problèmes les plus actuels de notre temps, que ce soit à Genève, à Madrid ou à Vienne. Les milieux impérialistes se servent de la campagne hostile qu'ils ont lancée contre la Pologne et tous les pays socialistes pour détourner l'attention des peuples de la solution des problèmes prioritaires de la guerre et de la paix et de la cessation de la course aux armements, afin de promouvoir leurs programmes et plans militaires, qui visent à déployer de nouveaux missiles nucléaires américains en Europe occidentale.

Voilà, à notre avis, le véritable motif des tentatives faites pour entraîner le Comité du désarmement dans une campagne de calomnies contre la Pologne socialiste. Nous voudrions prévenir ceux qui recherchent la confrontation au Comité qu'ils seront responsables des conséquences de leur attitude.

M. SOUZA e SILVA (Brésil) (traduit de l'anglais) : Monsieur le Président, M. l'Ambassadeur Jaipal a donné lecture ce matin d'un message adressé au Comité du désarmement par M. Perez de Cuellar, Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, à l'occasion de l'ouverture de la session de 1982 du Comité.

Compte tenu de l'importance et de l'opportunité des vues exprimées par le Secrétaire général dans son message pour la conduite de nos travaux au cours des délibérations de cette année, je voudrais demander officiellement que le message de M. Perez de Cuellar soit distribué en tant que document officiel du Comité.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Je vous remercie. Je suis certain qu'il n'y a aucune objection à ce que le message du Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies soit publié en tant que document officiel du Comité.

M. ALESSI (Italie) : Merci, Monsieur le Président. J'aurais une autre occasion pour vous exprimer mes vœux pour votre nouvelle fonction. En ce moment, je me bornerai à vous dire combien j'ai été touché par les expressions de sympathie et les condoléances que vous-même, au nom du Comité et les membres du Comité qui ont pris la parole aujourd'hui, avez bien voulu adresser à ma délégation dans la triste circonstance de la disparition de l'Ambassadeur Vittorio Cordero di Montezemolo. Je tiens à vous assurer, Monsieur le Président, ainsi que tous les membres du Comité, que je me ferai l'interprète de ces sentiments et de ces expressions auprès de mes autorités et de la famille de Montezemolo. Je vous remercie.

Le PRESIDENT (traduit de l'anglais) : Ainsi que le savent les membres du Comité, celui-ci a décidé, à sa dernière session, que le Groupe de travail sur un programme global de désarmement reprendrait ses travaux le 11 janvier. C'est ce qu'il a fait et il reste à présent au Comité à confirmer que le Groupe pourra poursuivre ses travaux au cours de la première partie de la session de cette année. Je crois comprendre que les membres du Comité sont d'accord pour estimer que ce Groupe de travail devrait continuer de se réunir. Après avoir consulté le Président du Groupe de travail, je puis annoncer, en attendant d'autres décisions sur des questions d'organisation, que le Groupe de travail spécial sur un programme global de désarmement se réunira régulièrement les lundis et les jeudis, dans l'après-midi.

Le secrétariat a fait distribuer aujourd'hui, sur ma demande, un document officieux contenant un calendrier des réunions à tenir durant cette semaine. Comme d'habitude, ce document officieux présente un caractère purement indicatif et peut être modifié en cas de besoin. En l'absence d'objections, je considérerai que le Comité approuve ce calendrier.

Il en est ainsi décidé.

Comme vous le savez, conformément à l'article 29 du Règlement intérieur, "l'ordre du jour provisoire et le programme de travail sont établis par le Président du Comité avec l'assistance du Secrétaire et soumis au Comité aux fins d'examen et d'adoption".

Conformément aux dispositions de cet article, j'ai demandé au secrétariat de distribuer le document de travail No 47, qui contient un projet d'ordre du jour provisoire et un projet de programme de travail. Nous examinerons ce document à la réunion officieuse qui se tiendra demain, à 15 heures.

A ce propos, je voudrais noter que le secrétariat a fait distribuer officieusement aujourd'hui plusieurs communications émanant d'Etats non membres du Comité, qui souhaitent participer à nos réunions. J'ai l'intention de soumettre les projets de décision pertinents au cours de nos réunions officielles, en m'inspirant de la pratique suivie par le Comité.

En l'absence d'autres observations, je me propose de lever la présente séance plénière.

La prochaine séance plénière du Comité du désarmement aura lieu le jeudi 4 février, à 10 h 30. Ainsi que le Comité en a décidé, une réunion officieuse aura lieu demain, mercredi, à 15 heures.

La séance est levée à 17 h 30.